

LE MONDE

LIBERTAIRE



N° 1736

du 27 mars au 2 avril 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Il n'y a pas de vérités, seulement des histoires. »

Simon J. Ortiz



KALEM

M 02137 - 1736 - F: 2,00 €



IVG PARTOUT MENACÉE ET DÉFENDUE PAGE 9

Editorial



On s'en doutait, et on avait raison. Comme anarchistes empêcheurs de roupiller en rond, ça fait des lustres que nous dénonçons la perversité de la justice bourgeoise et sa collusion avec le monde politicien. Nous n'avons même plus à le faire puisque les tenants du pouvoir le font mieux que nous. Les déboires de Nicolas Sarkozy avec les juges qui l'ont mis sur écoute en sont le dernier exemple. On apprend que l'ancien président de la République et son avocat étaient renseignés par le «haut magistrat» Gilbert Azibert sur l'évolution de l'affaire Bettencourt. Mise en évidence d'un «cabinet noir» pour court-circuiter, contrôler et neutraliser les juges. Les procédures sur les différentes affaires en cours à son sujet? Sarkozy savait tout. Pas comme l'actuel président Hollande qui, lui, ne sait pas grand-chose paraît-il. Ni comme son premier ministre Ayrault qui, lui, n'a su qu'à partir du... ou son ministre de l'Intérieur, Valls, qui lui, n'a su qu'en lisant la presse, ou encore sa ministre de la justice Taubira qui, elle, savait, sans savoir tout en sachant... Ces gens-là, anciens comme actuels tenants du pouvoir, ne nous dirigent que «par la volonté du peuple» qui s'exprime grâce aux élections «démocratiques». En parlant d'élections, ça nous rappelle qu'on est en plein dedans. On n'est pas dans l'utopie là, on est dans le concret. Et pour le reste, le réel, le quotidien, le pacte de responsabilité, le régime des intermittents, le chômage, la précarité, bref, l'exploitation de l'homme par l'homme? Plus tard. Après les élections... comme toujours.

Sommaire

Actualité

Faut pas jouer les riches, par E. Vanhecke, page 3

Touchez pas au Cara, par Gpe Saint-Ouen-93, page 4

Et la grève, c'est pour quand? par W. Chester, page 5

Profanons encore et encore, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Prison ferme pour des syndicalistes CGT, par Paco, page 7

Le sexisme nous concerne tous, par Angel, page 9

International

Les droits, ça se conquiert, par R. Pélagie, page 11

Arguments

Les anarchistes et les élections, par Simon, page 12

Histoire

Makhno au Kremlin en 1918, par N. Makhno, page 17

À lire

Rouvrir les portes du futur, par A. Bernard, page 20

Illustrations

**Aurelio, Jhano, Kalem,
Krokaga, Ludo, Manolo Prolo**

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n°s hebdomatiques, 1 n° hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n°s hebdomatiques, 2/3 n°s hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n°s hebdomatiques, 5/6 n°s hors série, les gratuits 75 €

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

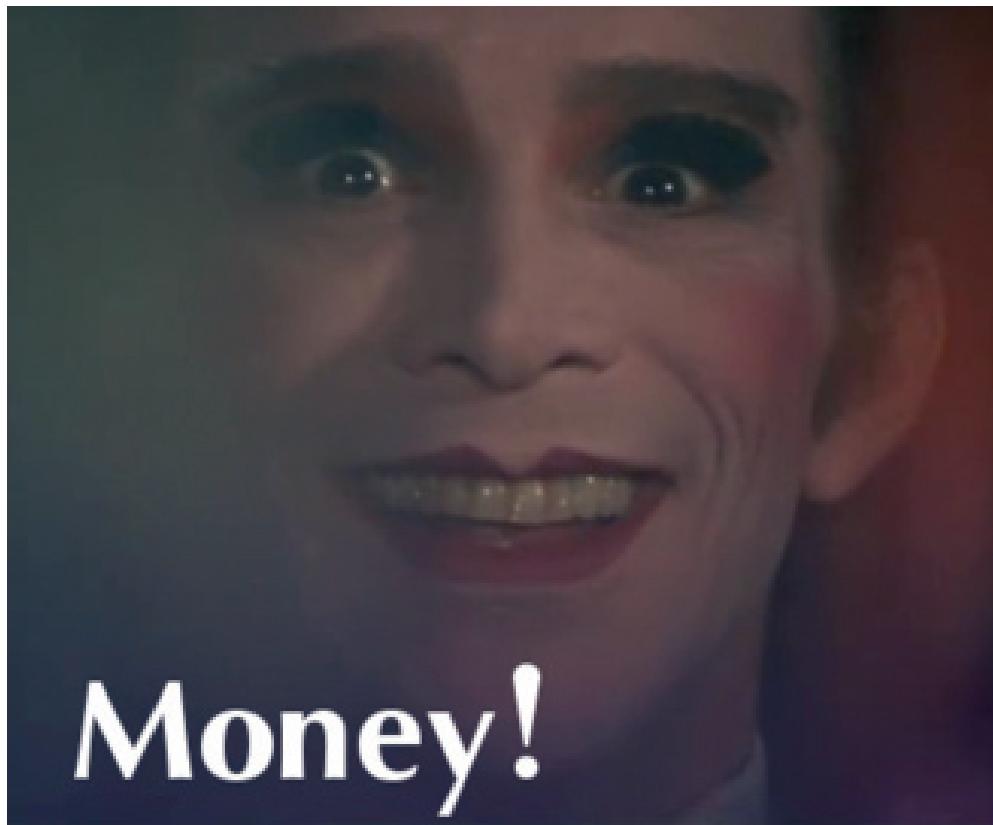
Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

«Faut pas jouer les riches quand on n'a pas le sou !»

C'EST UNE MARCHE CONTRE LA TYRANNIE des marchés. Ce sont les mots mêmes du pape François – qui, en matière d'incarnation de la tyrannie, en connaît, convenons-en, un rayon – lors de sa désormais fameuse rencontre – sur les conseils avisés de Christine Boutin ? – avec Jérôme Kerviel. Car l'affaire Kerviel, qui en est bien une, touche à sa fin, du moins en ce qui concerne les principaux acteurs.

Fasciné par les sous, notre héros n'en a quoi qu'il en soit pas tout à fait terminé avec la justice, ni avec la soudaine médiatisation dont il fit l'objet en janvier 2008. Et pour cause. Notre sacrifiant, fils de bonne famille insoupçonnable, après de brillantes études dans la finance du calibre master management des opérations de marchés – eh oui, ça existe ! –, travaille d'abord à la Société générale au «middle office», puis au «front office» chargé de l'arbitrage portant, à terme, sur des indices boursiers. Drôle de métier, mais, en attendant que les banques brûlent, il faut bien s'occuper. Pour faire court, il s'agissait de faire faire de bonnes affaires au banquier, moyennant, sans aucun doute, une rémunération plus que correcte. On parle d'un salaire annuel entre 50 000 et 100 000 euros, et il devait recevoir un bonus de 300 000 euros au titre de 2007. Fascination de l'argent, appât du gain, rien n'est tranché, il reste que les vraisemblables pressions de sa hiérarchie l'ont incité à engager des sommes de plus en plus fortes, à dissimuler des opérations, à traficoter les systèmes informatiques et leur super sécurité ou bien à falsifier des écritures. Impayable. Je ne connais aucun libertaire qui blâmerait de tels agissements. Voler une banque est le bien juste retour des choses. La bande à Bonnot avait inauguré en son temps le braquage de la Société générale d'une autre façon. La petite note pour la banque, qui s'en est remise je vous rassure, a tout de même atteint près de cinq milliards d'euros ; pour certains experts, car il y a des experts pour ça, pour pouvoir atteindre une telle perte, les montants engagés étaient de l'ordre de cinquante milliards d'euros concentrés sur des futures (sic) à fort effet de levier portant sur les indices Eurostoxx, DAX et Footsie. Paroles d'expert, on se croirait dans une bande dessinée. Sans doute ont-ils raison – ce sont des experts ! –, ce qui de toute façon en dit long sur les masses de pognon engrangées par ces



établissements financiers et, surtout, sur la manière dont ils jouent avec. Parce qu'il s'agit bien là d'un jeu, dont les règles obscures et compliquées échappent à dessein à l'épargnant moyen, qui n'a pas d'autre solution que d'avoir un compte en banque pour toucher son salaire ou son allocation chômage.

Voilà donc à quoi Jérôme Kerviel était occupé : jouer, placer, encaisser, manipuler, décaisser, surveiller l'argent gagné péniblement par les autres dans le but avoué. Faire en sorte que la banque se gave de plus en plus, devienne de plus en plus riche, de plus en plus grasse. Mais on ne touche pas au pognon, c'est sacré. Dans tous les cas, sa défense volera en éclat. On-ne-tou-che-pas-au-po-gnon ! Les arguments les plus spécieux ont été employés par les avocats de la banque : une victime négligente n'est pas pour autant une victime consentante, ou bien Jérôme Kerviel a été l'unique concepteur, initiateur et réalisateur du système de fraude ayant provoqué les dommages causés à la Société générale. Le jeune yuppie aura beau se défendre en argumentant – «Je ne suis coupable de rien puisque la Société générale était au cou-

rant de tout» –, il sera condamné absurdement à rembourser le montant de la perte, ce qui en fit sans doute l'homme le plus endetté du monde. Bien que cette condamnation ubuesque fut effacée il y a quelques jours, il devra purger trois ans de prison sans aménagement possible. Coupable au pénal et pas au civil, voilà une bien étrange conception de la justice, qui n'en est plus à ça près. Il est devenu bien malgré lui une icône du Net, on trouvera des tee-shirts à sa gloire, et ses admirateurs sont sans doute plus soucieux de moquer le volé que le voleur, n'imaginant pas qu'ils sont pourtant aussi des victimes du système financier qui ne vit que grâce à eux. Sans doute notre Kerviel pourra-t-il, malheureusement, ruminer sur la fatuité et la vacuité de ce pourquoi il était payé et prendre conscience que, jusqu'à présent, le petit personnel, si soumis et si zélé soit-il, aura toujours tort devant la finance et les financiers. Je dis bien jusqu'à présent.

Alors, bonne marche et bon courage.

Émile Vanhecke

Touchez pas au Cara, ok !



Photographie de Daniel Maunoury.

À **Saint-Ouen**, la mairie à majorité Front de gauche jette à la rue les jeunes travailleurs, et s'apprête à fermer le «Cara», leur foyer.

Ça a commencé en janvier: sans aucune concertation, sans information d'aucune sorte, une quinzaine d'habitants de ce foyer jeunes travailleurs (FJT) recevait un avis d'expulsion, pardon: un «avis d'exclusion administrative», selon la terminologie désormais consacrée en matière de FJT. Les personnes concernées, en retard de paiement de loyer se voyaient alors signifier qu'elles avaient quinze jours pour évacuer les lieux (rappelons que sur environ 130 personnes logeant là on compte bien entendu une grosse majorité d'étudiants et de travailleurs pauvres ou de chômeurs, pour certains endettés). À la suite de cette première vague, on apprenait que d'autres expulsions étaient prévues pour le 31 janvier, et ceci au mépris d'une trêve hivernale traditionnellement respectée dans le cas des FJT, mais qu'un flou juridique permet de contourner, ce que ne s'est pas privée de faire Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, pourtant membre du Front de gauche. Un mouvement de soutien aux habitants du foyer s'est alors mis en place, à l'instigation du Collectif Action des Résidents du Cara. Le 29 janvier, devant la mairie, nous étions une bonne centaine à demander des éclaircissements quant à l'avenir du foyer et de ses habi-

tants. Une délégation fut reçue. Dans leur immense mansuétude, les élus acceptèrent de repousser la seconde vague d'expulsions à fin mars. C'est-à-dire, demain.

Quel avenir pour le foyer, pour ses habitants? En ce qui concerne le bâtiment, nous savons désormais que sa fermeture définitive est prévue pour fin juin (d'où, sûrement une certaine précipitation et la fébrilité d'une municipalité qui, peut-être, imaginait que des jeunes aux ressources limitées se laisseraient jeter dehors sans opposer de résistance). Nous savons également qu'après réhabilitation, cet immeuble de treize étages situé en plein centre-ville et surtout à deux pas du siège social de l'Alstom, haut lieu du bizness international, sera transformé en hôtel qu'on imagine tout sauf «à vocation sociale». Quel futur pour les habitants? La mairie mène actuellement ce qu'elle nomme des négociations, ce que certains membres du Collectif appellent plus justement du pur pipeautage. «Ils nous baladent», résume Sofia, membre du Collectif. Aussi, si ce dernier a fait le choix, pour l'instant, de jouer à fond le jeu du dialogue, il ne se fait pas plus d'illusions que l'ensemble des habitants du foyer: un document écrit, signé, leur garantissant à tous et toutes une solution de relogement, s'est ainsi avec le temps transformé en rengaine de type: «on fera tout ce qu'on pourra faire». Les demandes des

habitants du Cara, via le Collectif, sont pourtant loin d'être excessives: pas d'expulsions sans relogements, et report de la fermeture définitive du foyer à fin juillet, en bref un mois de répit afin que ces futurs expulsés puissent préparer leur départ. C'est encore, semble-t-il, trop demander à une municipalité ayant encore l'audace de se prétendre communiste.

Détruire un FJT et lui substituer un hôtel dédié aux cadres de l'Alstom et autres victimes du jetlag, dégager de jeunes précaires au profit d'une population autrement «bankable», correspond bien, finalement, à la philosophie dominante relayée par des élus qui, tout en jouant sur l'aspect «populaire, solidaire» de la ville, n'en ont pas moins comme objectif que d'expulser hors de ses murs certaines populations, jugées trop peu rentables, un peu trop visibles également, trop présentes sur un territoire où gentrification et boboïsation avancent à marche forcée. Un exemple: dans le futur quartier des docks, immense et morne plaine à destination des jeunes couples parisiens à revenus ++, il est prévu la construction d'un nouveau FJT. Pourquoi dès lors ne pas réserver son accès en priorité aux habitants de l'actuel, en voie de fermeture? La question, bien évidemment, fut posée aux élus: les chambres seront plus spacieuses, les équipements plus nombreux, donc les loyers plus élevés. Traduction: ce n'est pas pour vous. Ainsi, après les Roms (800 personnes jetées à la rue au début de l'hiver), voici venu le tour des travailleurs pauvres. Qui seront les prochains sur la liste?

Le groupe Saint-Ouen-93 de la Fédération anarchiste s'associe et soutient pleinement la lutte du Collectif Action des Résidents du Cara, et à sa volonté d'éviter la mise à la rue de dizaines de jeunes précaires. Il doute cependant que l'embryonnaire négociation avec les élus locaux puisse déboucher sur autre chose que ce qui fut prévu par eux: expulsions de masse, et destruction du FJT. C'est pourquoi nous pensons que seul un rapport de force clairement établi et passant, nécessairement, par une occupation des lieux de longue durée et organisée, peut aboutir à un arrêt des expulsions et à imposer le maintien, dans notre centre-ville, d'un foyer jeunes travailleurs. À suivre...

Le groupe Saint-Ouen-93

Retrouvez le Collectif Action des Résidents du Cara sur facebook ou à cette adresse : resistancecara@gmail.com.

La grève, c'est pour quand ? Profanons

À PARIS, ROI DES PATELINS, la manifestation interprofessionnelle du 18 mars contre le pacte de responsabilité – et, plus généralement, contre la politique du gouvernement socialiste présidé par François Hollande – a été, à ma grande surprise, un beau succès. Surtout quand on la juge à l'aune des dernières journées de mobilisation, qui avaient rameuté bien peu de monde. Si la CGT a, une fois de plus, fait preuve de sa très forte capacité à mobiliser sur Paris (le cortège cégetiste était impressionnant), les autres organisations syndicales opposées à l'axe Hollande-Gattaz étaient aussi largement présentes, FO et Solidaires en tête.

On sent que ça grogne, donc. À la vue de cette vaste manifestation, mais aussi à entendre les slogans intransigeants criés entre deux chansons révolutionnaires, et notamment *L'Internationale*¹, reprise à plusieurs reprises dans le cortège de tête. L'exaspération gagne les salariés, qui ont pu témoigner ce mardi-là de leur volonté de ne pas se laisser marcher dessus. Les confédérations syndicales ont-elles entendu le message ? Pas sûr... Car, la manif passée, on attend toujours la suite. Et on est en droit de penser qu'on l'attendra encore longtemps.

Alors, certes, Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, poursuit sa surenchère discursive contre Hollande, mais il faudrait peut-être qu'il comprenne un jour que de simples mots n'ont jamais obligé un gouvernement à céder. Et que seules les pressions conjuguées de

la grève et de la manifestation sont en mesure de le faire. Surtout de la grève, d'ailleurs. Car, contrairement à ce qu'on entend ici et là, le pouvoir n'est pas dans la rue, mais dans l'entreprise. C'est en s'attaquant directement à la production qu'on fuit la merde et qu'on est alors capables de donner les jetons aux dirigeants politiques et économiques. Déposer des RTT pour aller manifester, c'est sympa, mais ça ne permet pas grand-chose d'autre que d'ajouter un peu de couleur dans le morne paysage bétonné de nos rues.

En tout cas, il semble aujourd'hui assez clair que, dans les léviathans syndicaux, les bases radicalisées commencent à bousculer leurs directions. Et on ne peut qu'espérer que ça continue dans ce sens... Car sans un bon coup de pied au cul bien placé, les Lepaon, Mailly et consorts n'oseront pas agir à la hauteur de la radicalité de façade de leurs beaux discours. On sait donc – et on a toujours su – ce qu'il nous reste à faire : si, dans un premier temps, on n'est pas en mesure de dépasser nos bureaucraties, tâchons au moins de leur mettre la pression pour qu'elles s'engagent dans le droit chemin, celui de la grève. Et, avec elles, le gros des troupes, qui, au fond, n'attendent que ça.

Win Chester

1. Quelques vidéos sont consultables sur le site Web du groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste.

BEAUCOUP D'INDIGNATION à la lecture de ces graffitis, qualifiés d'«anarchistes» par les médias et les politiciens effrayés par cette «profanation» à l'entrée de la basilique du Sacré-Coeur, sur la butte Montmartre, à Paris.

Quelques exemples :

– Jean-François Copé : «Au même titre que je me suis toujours indigné des actes islamophobes ou antisémites, j'ai été profondément choqué d'apprendre l'odieuse profanation.»

– Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP dans la capitale, a demandé «une réaction forte».

– Bertrand Delanoë, maire de Paris, et le candidat PS dans l'arrondissement, Éric Lejoindre, ont «condamné ces actes».

– Charles Beigbeder, chef de file de Paris libéré et dissident de droite, a dénoncé «la haine antichrétienne».

– Pierre-Yves Bournazel, candidat UMP dans l'arrondissement : «Je dénonce les graves dégradations commises au Sacré-Coeur et demande la plus grande fermeté vis-à-vis des coupables.»

Rue89 en défense de la profanation

Un tribune dans Rue89 répond, à juste titre, que «la profanation, c'est la basilique du Sacré-Coeur, pas les tags» (<http://rue89.nouvelobs.com>).

Le texte rappelle notamment la Semaine sanglante, quand les troupes de Thiers reprennent Paris et la décision de construire la basilique : «Et que fait l'Assemblée versaillaise après la reprise de la ville, après ce triomphe face aux gueux ? Car les morts ne lui suffisent pas. Il faut réduquer les vivants par la pénitence. Il faut leur imposer “l'ordre moral”. Pour ce faire, est votée une loi qui destine la colline de Montmartre à l'érection d'une basilique. Rien que ça. L'humiliation par l'édification. Les quartiers populaires sont contraints de faire leurs milliers de morts tandis que, lors du discours d'inauguration du chantier, en 1875, on peut entendre que : “Cette butte [était] sillonnée par des énergumènes avinés, habitée par une population qui paraissait hostile à toute idée religieuse et que la haine de l'Église semblait surtout animer.” L'anarchisme français est né dans cette blessure jamais refermée au cœur du peuple parisien. De cette obscénité. Car s'il y a profanation, c'est d'abord dans la dissimulation du crime sous cette basilique. Alors messieurs les politiques, quelques tags à effacer... vous qui faites afficher vos trombones à des milliers d'exemplaires sur tous les espaces publics disponibles, souffrez qu'on voit la profanation là où elle se trouve : dans l'existence même de cette basilique à cet endroit.»



Brèves de combat

Ça craint !

Une vingtaine de membres de Génération identitaire ont mené une «tournée de sécurisation» dans le métro lillois. Une initiative qui ressemble à celle mise en place par les néonazis d'Aube dorée en Grèce. Vêtus de gilets jaunes, les militants-miliciens de Génération identitaire ressembleraient presque aux agents de médiation de Transpole, en gilets rouges, ou de CitéO, de couleur orange. Si ce n'était cette inscription sur leurs sweat-shirts «Génération anti-racaille».

Et alors ?

L'AFP a constaté la présence de tags anarchistes sur le Sacré-Cœur : «Ni Dieu, ni maître, ni État», «Vive l'insurrection», «Vive la Commune», «Feu aux chaînes». Que du bon sens, somme toute, merci donc, à l'AFP, d'avoir relayé le message à l'état brut !

Viva !

Cinquante-cinq militants de Greenpeace de quatorze nationalités ont occupé la centrale nucléaire de Fessenheim, dans le Haut-Rhin. Ils ont dénoncé «le risque que fait courir le nucléaire français à l'Europe entière» et rappellent «l'impérative nécessité d'une vraie transition énergétique en France». Ils ont fait soixante-douze heures de garde à vue et risquent entre un et cinq ans de prison et 750 000 € d'amende pour violation de domicile et dégradations. Il nous va encore falloir récolter des fonds !

Météo syndicale



ÇA Y EST, on est entré dans la période de fièvre électorale. Celle qui bloque, met en sourdine, dilue toute démarche syndicaliste. Dans le paysage social on peine à voir ça et là des déclarations issues d'assemblées syndicales qui appellent à voter au premier et au second tour des élections municipales... Dans quelques semaines, on connaît la chanson, les mêmes conviendront de leurs égarements. Elles et eux nous diront que (bien sûr) on ne peut que compter sur les luttes du mouvement social pour faire réellement avancer les choses. Pour faire court, que l'émancipation des travailleurs ne sera que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Prenons, au hasard, l'exemple de nos camarades de Goodyear à Amiens. Comme le redira le camarade Varlope, la tambouille politique à encore une fois gangrené l'action syndicale. On fera le point après le résultat des courses, sans oublier les nécessaires critiques.

Quant aux grands rassemblements inter-syndicaux, ont-ils vraiment montré la mobilisation, la détermination de celles et ceux qui refusent la politique du renoncement face au patronat ? Pour que le mécontentement monte d'un cran, qu'il soit autre chose que de la mauvaise humeur, il faudrait que les appareils syndicaux se sentent poussés par une grande vague revendicative, combative et unitaire. Quand on lit ce que pense Force ouvrière on reste dubitatif.

À la question : «La CGT est votre nouvelle meilleure amie ?» la centrale de l'avenue du Maine par la voix de son secrétaire général, répond : «Non,

l'histoire est tenace. Quand nos positions concordent avec celles d'autres confédérations, on est dans l'action commune. Cela n'anticipe en rien je ne sais quelle recomposition du paysage syndical.» Bon. et du côté de la CGT, des indiscretions avancent que Thierry Lepaon tient à garder de bonnes relations avec la CFDT... Cela laisse augurer des retournements de veste qui vont encore faire du dégât dans le Landerneau syndicaliste. Déjà que le printemps a un goût de déjà fini !

Un espoir... à la CGT bretonne on a causé de Notre-Dame-des-Landes : «Le congrès de l'UD 44 qui vient de se tenir a été l'occasion d'une nouvelle discussion sur la question, à la suite des deux journées d'étude de l'UD qui avaient eu lieu en juin dernier où les opposants à l'aéroport s'étaient bien mobilisés et même retrouvés majoritaires¹ !» Certes une hirondelle ne fait pas le printemps mais, en attendant un renouveau syndicaliste, unifions les luttes.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Séguin de la Fédération anarchiste

1. Sur internet voir le site Où va la CGT. Un collectif s'est nouvellement créé, pour tout contact : col.milit.cgt.contre.nddl@gmail.com

PAVÉ D'ANAR

avec SADIA ET MAZOGH

KROKAGA



BFM Vendus

Ce n'est pas nous qui le disons, mais le très officiel Conseil supérieur de l'audiovisuel, «le traitement de l'actualité électorale au niveau national est caractérisé par le faible accès à l'antenne des représentants de l'UMP et du parti socialiste, ainsi que par la persistance de la surreprésentation du Front national». Ouvrez-les yeux et fermez la Télé !

Ils ont fumé la moquette ?

Les scientifiques de la très sérieuse NASA sont formels. Notre civilisation disparaîtra à cause de l'exploitation excessive des ressources de la planète et du creusement des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres de la société. D'ici à ce qu'ils militent à la FA !

Ça fait beaucoup d'inconnues

Le système de décontamination d'eau ALPS de la centrale accidentée de Fukushima est stoppé selon la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco). Le dispositif, qui sert à éliminer une soixantaine de radionucléides, a été arrêté en raison de la dégradation de ses performances, problème dont la cause reste inconnue. Le directeur de la centrale a reconnu récemment devant l'AFP se sentir un peu démunie face à ces difficultés, et espérer que les efforts menés avec les autorités permettront d'en venir à bout. C'est rassurant !



Prison ferme pour des syndicalistes havrais



Paco

LE FANTÔME DE LA LOI «ANTICASSEURS» rôde au Havre. Quatre militants de la CGT comparaissaient devant le tribunal correctionnel, le 21 février, pour deux affaires *a priori* plutôt banales. Le procureur de la République a requis deux mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende dans une affaire, et pas moins de six mois de prison ferme et 500 euros d'amende dans l'autre. Les jugements seront rendus le lundi 31 mars. Une pétition circule pour dénoncer, encore, la criminalisation de l'action syndicale.

Il faut remonter au 10 septembre 2013 pour comprendre la première affaire. Ce jour-là, journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites, la rue grogne contre la gauche gouvernementale qui a décidé de marcher dans les pas de Sarkozy. Après la manif du matin, un groupe de militants se dirige vers les locaux du PS et du PRG pour discuter avec les représentants locaux des partis au pouvoir. En vain. La tentative de dialogue se transforme en joyeux collage

d'affiches sur les vitrines du PS. Au passage, la plaque de la députée PS est dévissée.

Plus loin, l'ambiance dérape chez les radicaux «de gauche». Prévenus par les socialos, armés d'extincteurs, ils attendent les céguétistes, qui se prennent des jets de neige carbonique. Dans la bousculade, un énervé du PRG s'en prendra même à un policier. Leur beau local n'échappe pas pour autant aux affiches et aux graffitis. «Truîtres!» Au bout du bout, quatre céguétistes sont poursuivis pour dégradations, vol et recel de la plaque parlementaire (pourtant rendue intacte quelques jours plus tard). Le procureur requiert deux mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende pour les céguétistes. Pour leur violence ridicule, les gens du PRG ont au bout du nez trois et six mois avec sursis plus 400 et 500 euros d'amende. Fin du premier acte.

La seconde affaire nous ramène au 10 janvier dernier. Un mouvement de grève de quatorze jours secoue alors l'entreprise SPB, un centre d'appels. Les salariés réclament des



hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. Une altercation éclate entre des militants CGT et un huissier provocateur qui siffle l'*Internationale* en prenant les grévistes en photo. Dans la bousculade, la serviette de l'huissier, ex-policier, échoue au milieu d'un feu de palettes. Les circonstances de l'incident sont floues, mais le procureur n'hésite pas à réclamer pas moins de six mois de prison ferme et 500 euros d'amende à l'encontre des deux cosecrétaires généraux de l'UL CGT du Havre tout en les menaçant. Il assure que, face aux actions syndicales qu'il considère «de plus en plus violentes», il fera toujours des «réquisitions de fermeté». Fin du second acte.

Les deux affaires étaient jugées le 21 février. Tous les autres procès prévus ont été repoussés. La salle du tribunal s'est peu à peu vidée avant de se remplir de militants solidaires des Quatre du Havre. Il aurait fallu un grand chapiteau pour les contenir tous. Devant le palais de justice, bloquant la circulation, plus de 3 000 personnes piétinaient dans le froid. Un bon millier de dockers et portuaires CGT étaient là, ainsi que des délégations syndicales du privé comme du public venues de toute la région et au-delà. Des drapeaux Solidaires, FSU et UNEF flottaient avec ceux de la CGT pendant qu'une sono diffusait de multiples déclarations et messages de soutien ponctués par une version punk du Chant des partisans signée Grand Final, un groupe havrais.

Quels mauvais jours annoncent ces procès qui réactivent l'esprit de la loi «anticasseurs»? «On cherche, à travers ces poursuites, à criminaliser l'action syndicale en groupe et l'action politique», soutenait maître Eric Baudeu, l'un des avocats des militants

CGT, devant le tribunal du Havre. Dans les années 1970, il était possible de poursuivre quelqu'un pour le simple fait qu'il était membre d'un groupe qui avait commis des dégradations ou des violences, même si cette personne n'était pas directement impliquée dans les faits reprochés. Cette notion de «responsabilité collective», plus que dangereuse pour les libertés, a été enterrée en 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir...

À l'évidence, la CGT havraise défrise de nombreux patrons et politiciens. Intransigeants dans les luttes (et pas mal de ces luttes paient...), les cégétistes locaux prônent un syndicalisme de combat. Dans les couloirs de l'union locale, l'aura de Jules Durand est par exemple toujours bien vivante. L'histoire de ce syndicaliste révolutionnaire condamné à mort en 1910 suite à une stupéfiante machination patronale hante toujours les consciences. Mémoire rebelle toujours, le 10 mars dernier, avant d'aller se faire entendre au conseil municipal, les militants de l'UL donnaient le nom de Louise Michel, la célèbre communarde anarchiste, à une salle de réunion. L'histoire contemporaine intéresse aussi ces cégétistes. On se souvient que c'est dans cette UL que l'écrivain révolutionnaire Jann-Marc Rouillan avait pu s'exprimer le 5 mars 2013 parce que le préfet et le maire UMP du Havre lui interdisaient l'accès de la scène nationale Le Volcan où il était invité à débattre en compagnie de Richard Bohringer.

Par son nombre de syndiqués, plus de 8 800, l'UL du Havre est la troisième union locale de France. C'est peu dire que cette force dérange. Alors, il est tentant de vouloir transfor-

mer en criminels des syndicalistes trop remuants. Sauf qu'il ne va pas être facile d'intimider des camarades déterminés. Les cosecrétaires généraux de l'UL CGT ont donné le ton lors de leur convocation au commissariat central le 21 janvier. Pas question de céder à la prise d'empreintes ADN. Pas question de mettre sur le même plan action syndicale et criminalité. Après les Cinq de Roanne, on n'a pas fini d'entendre parler des Quatre du Havre. «Notre syndicalisme œuvre pour le progrès social. Il est la voix des salariés sacrifiés face à la dictature du patronat, malheureusement encouragée par la politique du gouvernement», souligne le syndicat en dénonçant «l'union sacrée du patronat et d'un parti politique pour tenter de stopper l'action de la CGT au Havre».

«Lorsque l'on touche à un militant de la CGT, on touche à toute la CGT», martèlent les militants de l'UL havraise. Sans risque de se tromper, on peut affirmer que, au-delà de la CGT, c'est l'ensemble du mouvement social qui est menacé par ces basses manœuvres sans précédent. Au Havre (où les actions musclées n'ont pas manqué ces dernières années) ou ailleurs. Les jugements seront rendus le lundi 31 mars, à 13 h 30. Pour soutenir les Quatre, un rassemblement est prévu devant le palais de justice du Havre dès midi. **P**

Militants syndicaux, politiques, associatifs, vous pouvez également signer la pétition en ligne «Pour la relaxe des Quatre du Havre»: <http://www.change.org/petitions/tous-les-militants-cgt-pour-la-relaxe-des-4-du-havre>.

Le sexisme nous concerne tous

Création d'un planning familial à Limoges

Angel

Groupe Armand-Beaure
de la Fédération anarchiste



Le Monde libertaire: Peux-tu nous rappeler la genèse du projet ?

Angel: Nous sommes partis du constat malheureux que le planning familial à Limoges avait disparu depuis trois ou quatre ans avec une fermeture du local pour cause d'insalubrité, un non-relogement de l'association dans des locaux décents et un épuisement de l'ancienne équipe. Nous avons également constaté qu'aucune autre antenne du planning familial n'existe dans la région du Limousin.

Il y a deux ans, une première relance avait été tentée, mais elle a échoué pour différentes raisons. En novembre 2013, nous sommes quelques-uns à avoir lancé cette deuxième initiative. Au départ, peu de gens répondant à l'appel (la première tentative en ayant découragé certains), mais un noyau de personnes déterminées – majoritairement issues du milieu militant – et quelques professionnels ont quand même persisté et on a eu raison.

En effet, nous nous sommes donné comme objectifs de relancer le planning familial dans la région d'ici à la fin de l'année 2014 et d'obtenir un local rapidement afin de faciliter l'accès de nos services au plus grand nombre.

Je rappelle les questions sur lesquelles le planning familial intervient : le droit à une contraception, le droit à l'avortement, l'éduca-

tion à la sexualité (mieux connaître son corps et celui de l'autre pour avoir une sexualité libre et épanouie), dénoncer et combattre toutes les formes de violences, lutter contre le sida, les IST, lutter contre toutes formes de discrimination et contre les inégalités sociales.

Nous avons choisi de fonctionner à partir de deux valeurs fondamentales pour nous, à savoir : le féminisme et l'éducation populaire.

Aujourd'hui, nous sommes près d'une trentaine d'adhérents, et ce qui est appréciable dans notre équipe, c'est de constater la mixité, tant sexuelle qu'au niveau des générations et des professions.

En effet, nous tenons à rappeler que la question du féminisme, de la contraception et du sexisme nous concerne tous et toutes, hommes, femmes, jeunes, moins jeunes, hétéros, homos, trans. L'émancipation de nos stéréotypes de genre ne sera possible que lorsque chacun de nous aura pris conscience de son oppression et de son rôle dans ce système qui nous ramène sans cesse à des étiquettes et à des obligations fabriquées par l'élite capitaliste et religieuse.

Le Monde libertaire: Quelles sont les démarches « officielles » et pratiques pour monter un centre de planning familial ?

Angel: Il ne s'agit pas d'un centre de planifica-

tion (qui existe déjà dans notre région), mais bien d'apporter une parole politique dans ce débat trop souvent oublié ou passé en second plan, car il s'agirait d'une « lutte secondaire ».

Il est vrai que les femmes ne représentent « que » 51 % de la population planétaire et que seulement 222 500 IVG ont été réalisées en France en 2011, dont 209 300 en métropole, auprès de femmes âgées de 15 à 49 ans dont 12 000 chez des mineures (5,4 %). Le chiffre est stable, excepté chez les mineures où il ne cesse d'augmenter. Il demeure également élevé chez les femmes de 20 à 24 ans. Les IVG médicamenteuses continuent d'augmenter, jusqu'à représenter 55 % de l'ensemble des IVG.

Sur la question de la violence : 148 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint en 2012 ; 27 plaintes pour viol sont déposées chaque jour ; 154 000 femmes (18-75 ans) ont été victimes de viol entre 2010-2011 ; 400 000 femmes ont déclaré être victimes de violences conjugales ces deux dernières années.

Mais si, effectivement, ces chiffres ne suffisent pas à vous convaincre, alors ce débat est effectivement secondaire. Nous avons rencontré les institutionnels de la région (conseil général, régional, la municipalité, la préfecture) sur toutes ces questions, avec pour priorité l'obtention d'un local, indispensable pour nos activités et l'accueil dans de bonnes conditions des indi-



vidus ayant besoin de réponses à leurs questions et démarches. Nous souhaitons compléter les actions des acteurs et actrices déjà présents sur le terrain (centre de planification, entr'AIDSida, aides, etc.). Pour l'instant on a été reçu, avec un accueil plus ou moins positif (mais surtout plus en ces périodes d'élections), et des propositions de local nous ont déjà été faites (ne correspondant pas à nos attentes), mais les recherches se poursuivent.

Le Monde libertaire: Avez-vous rencontré des difficultés, des résistances ?

Angel: Nous avons surtout rencontré des préjugés sur le féminisme et sur nos luttes. Mais il s'agit d'une minorité. Nos affiches ont également été décollées ou recouvertes par les extrémistes cathos, droitistes, fascisants (Génération identitaire, Printemps français, Jour de colère et autres). Lors de la manifestation du 8 mars dernier, des militants d'extrême droite se sont également montrés, en guise d'intimidation, je présume, mais ils n'ont rien fait de plus au vu des slogans antisexistes et antifascistes qui ont été clamés.

Le Monde libertaire: Qui sont les personnes ou groupes impliqués ?

Angel: Nous sommes au planning en tant qu'individus d'abord, c'est un choix collectif

pour qu'aucune récupération ne puisse être faite. Après, nous connaissons les sensibilités et appartenances de chacun, il y a donc des militants de la Fédération anarchiste, de Voix prolétarienne, du Parti communiste français, de la CGT, de la Ligue des droits de l'homme et quelques personnes du Parti socialiste. Mais aussi beaucoup de personnes non affiliées. Nous avons également la présence d'associations militantes locales comme le Torchon brûle attisons-le, LAF, ou encore Clafoutis et bien d'autres.

Le Monde libertaire: Concrètement, comment ça se passe au quotidien ? Comment fonctionnez-vous ?

Angel: Nous fonctionnons sur le principe d'éducation populaire, c'est-à-dire le savoir pour tous et par tous. Nous faisons une réunion une fois par mois et avons instauré des jours de formations une fois tous les quinze jours. Nous travaillons également sous forme de commissions afin de se partager le travail, mais aussi d'opérer une transmission des savoirs et des pratiques.

Le Monde libertaire: Quelles personnes viennent vous voir ?

Angel: Pour l'instant, nous avons été sollicités par des associations et des lycées. Nous avons eu plusieurs contacts avec des gens qui bossent dans les quartiers et en milieu rural.

Nous commençons juste notre activité en extérieur, parce qu'on veut aussi se laisser le temps de faire les choses, pour les faire bien.

Le Monde libertaire: Ce projet est, en fait, un acte de militantisme, non ?

Angel: Oui, pour moi il s'agit d'un acte de militantisme, car, comme je vous le disais plus haut dans cet article, il s'agit de donner un fond politique à ces questions sur les violences, l'égalité homme-femme. Le fait de rendre libres et gratuits les moyens de contraceptions et la pratique de l'avortement est une question de politique capitale, puisqu'on permet ainsi aux femmes de réellement choisir ce qu'elles veulent et ce qu'elles font de leur corps. On le voit bien en Espagne en ce moment.

Le Monde libertaire: Quels liens pouvez-vous tisser en tant que groupe de la Fédération anarchiste entre ce que vous faites à Limoges et le planning familial et l'anarchisme ?

Angel: On essaie de faire en sorte que les gens réfléchissent plus sur ce qu'ils font, pourquoi et comment. La pratique de l'éducation populaire n'est pas, à la base, une pratique courante ou connue par la majorité des personnes étant au planning familial de Limoges, mais après discussion les gens ont choisi cette pratique.

Nous avons également décidé de fonctionner en commissions de travail pour une transmission des savoirs et des pratiques, mais aussi pour éviter une centralisation des décisions et une prise de pouvoir potentiel de certains individus.

De même, nous avons discuté sur la question des prises de décisions et, là encore, au final, nous avons opté pour le consensus et non la majorité.

Dans les statuts de l'association, il est écrit que tous les adhérents du planning familial 87 sont membres du conseil d'administration, ainsi chacun a le même poids dans les décisions.

Notre but, en tant que militants (libertaires et pas seulement de la Fédération anarchiste), c'est de montrer, par nos pratiques et nos discussions avec les autres, que nous sommes sur une construction d'un nouveau modèle de société et, par conséquent, d'une déconstruction des stéréotypes et des archétypes de l'ancienne à travers des temps de travail, de discussion et de réflexion.

Pour finir, nous avons pu constater que nous avions déjà eu un impact sur la vie locale puisqu'une seconde antenne du planning familial est en train de se constituer dans notre région afin qu'il y ait une antenne par département. Nous avons bon espoir d'obtenir prochainement également un local et, en attendant, nous avons reçu plusieurs propositions d'associations déjà installées qui nous offrent des jours de permanences dans leurs locaux.

Pour une société sociale et libertaire, déconstruisons les stéréotypes de genre !

Les droits, ça se conquiert et ça se défend

POUR OBTENIR UN DROIT, il faut revendiquer et lutter. Encore n'est-il jamais acquis définitivement. Pour le conserver, la vigilance est nécessaire et, pour l'améliorer, d'autres combats sont à mener. L'issue dépend toujours du rapport de force du moment, que ce soit dans le domaine social ou sociétal. On en a un parfait exemple en Espagne avec le projet de réforme de la loi sur l'IVG, que le ministre de la Justice, Gallardón, membre du Parti populaire (droite), a concocté¹. Projet qui vise explicitement à supprimer le droit des femmes à avorter. Rien d'étonnant venant de la part d'un politicien qui est un parfait relais de l'Église catholique et un digne représentant des secteurs les plus réactionnaires de la droite. Il a d'ailleurs été parfaitement clair : « Il n'y a aucun traité international qui reconnaisse l'avortement comme étant un droit. » Et d'ajouter qu'avec son projet de loi anti-IVG il est « persuadé que cette initiative aura des prolongements dans d'autres nations d'Europe ». Et, de fait, on peut voir, dans d'autres pays, des organisations ou partis d'extrême droite, ou simplement de droite (modérée?) vouloir imposer un retour en arrière sur nombre d'acquis, notamment le droit des femmes à disposer de leur corps. Nous avons pu, nous aussi, le constater en France, par exemple avec les hauts perchés de Civitas et consorts, se rassemblant pour protester devant certains établissements hospitaliers où se pratiquent les IVG, se mobilisant dans les Manifs pour tous, dans le dessein de retourner vers des temps anciens dont ils ont la nostalgie. Ça s'appelle la réaction.

La résistance s'organise

De l'autre côté des Pyrénées, le gouvernement – lui aussi réactionnaire – de Mariano Rajoy est sur le point de renvoyer les Espagnols quarante ans en arrière : le projet de loi de Gallardón sera présenté aux Cortès en juin, et devrait être adopté sans difficulté, le Parti populaire ayant la majorité absolue dans ce Parlement. À moins que... manifestations et rassemblements qui se succèdent ne fassent reculer les tenants du pouvoir. Le 8 mars dernier, les défilés pour la Journée de luttes pour les droits des femmes a, évidemment, encore plus rassemblé que d'habitude. Avec toute la galaxie féministe, on a pu voir syndicats et organisations d'opposition mobilisés contre ce projet gouvernemental. À Barcelone et à Saragosse, en plus de réclamer le maintien de l'avortement libre et gratuit, l'accent a été mis



sur les conditions sociales : pour l'égalité au travail, que ce soit au niveau des responsabilités ou des salaires. Et de souligner que la loi prévue sera une loi de classe : les femmes des milieux aisés n'auront, en cas de besoin, aucun problème financier pour avorter ; les autres (travailleuses, chômeuses, précaires...) se verront de fait interdire cette possibilité – retour aux aiguilles à tricoter et autres cintres. Le ressentiment monte d'autant plus contre le pouvoir que c'est ce gouvernement-là qui a offert une amnistie fiscale à tous les riches fraudeurs, dans le même temps qu'il s'attaque aux acquis sociaux. C'est ce gouvernement-là qui exonère l'Église catholique de TVA et d'IBI², alors qu'elle possède toujours un patrimoine de milliers d'immeubles et de terrains.

Côté « officiel », on voit aussi, depuis deux semaines, quatre communautés autonomes contester le gouvernement central de Madrid et réclamer le retrait de la loi anti-IVG : il s'agit de l'Andalousie, des Canaries, des Asturias et de la Catalogne. L'Assemblée de l'organisation médicale collégiale s'en mêle et déclare, quant à elle, que « la femme désirant avorter ne doit pas être considérée ni définie comme malade mentale » (encore heureux). L'Association des cliniques agréées pour pratiquer des IVG (Acai) critique également le rôle que le projet de loi prévoit d'attribuer au médecin et conclut que « la décision d'avorter doit revenir à la femme et à elle seule ».

Lettre ouverte

Trois médecins, Javier Esparza, Pilar Martínez Ten et Alberto Galindo, ont publié une lettre ouverte adressée aux députés. Lettre intitulée *Personne n'a le droit d'imposer la souffrance et qui a eu un certain retentissement* : « S'il vous plaît, Messieurs les députés, pourquoi ne pas légiférer sur l'amélioration de la santé en Espagne, en renforçant les services de diagnostic prénatal et de médecine fœtale déjà existants ? Pourquoi ne pas laisser aux femmes enceintes le choix de cette terrible décision [avorter] plutôt qu'à l'État ? Refusez les pressions des ministres, du gouvernement, du parti, ainsi que celles des organisations religieuses qui prétendent imposer à tout prix leurs critères moyenâgeux. »

L'échéance approche. Dans trois mois, cette « réforme » sera présentée en première lecture aux Cortès. Les Espagnoles sont déterminées à sauvegarder leur droit à choisir si, en cas de grossesse, elles veulent avorter ou enfanter. Nous sommes évidemment solidaires de leur combat. À nous d'organiser notre soutien de manière concrète.

Rosine Pélagie

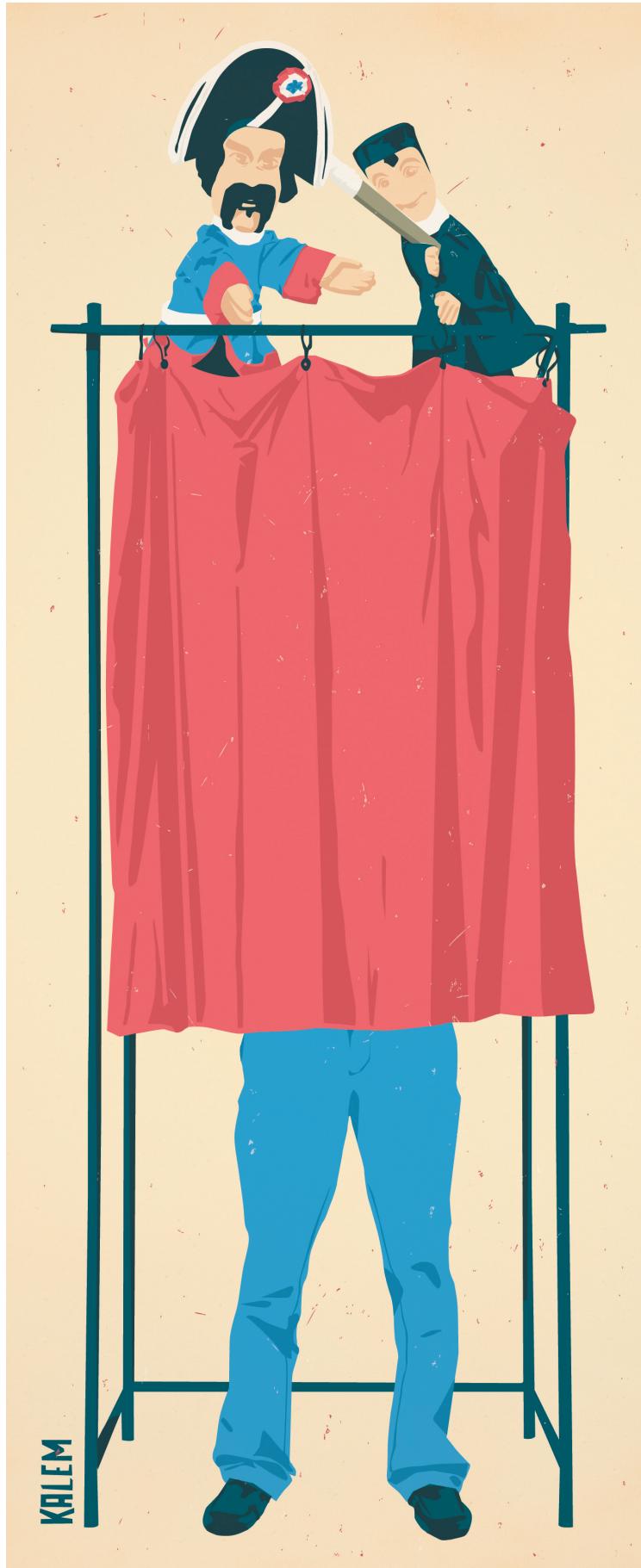
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Voir, notamment, *Le Monde libertaire* n° 1727 et n° 1731.

2. IBI : impôt sur biens immobiliers.

Les anarchistes et les élections

Histoire, théories et pratiques



Simon

*Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste*

LE REFUS DES ÉLECTIONS (élire ou être élu politique) est un élément identitaire des anarchistes, c'est-à-dire élément de reconnaissance et de distinction avec les autres courants issus du mouvement ouvrier socialiste. Mais si cette doctrine est centrale, elle n'est pas pour autant indépassable.

Anti-électoralisme et abstentionnisme

Arguments anti-électoralistes

— L'élu trahit l'électeur («élection piège à cons», «les promesses n'engagent que ceux qui y croient»). Les «représentants» ne représentent pas ceux qui les élisent.

— L'élection est une pratique conservatrice («si les élections pouvaient changer la vie, ça fait longtemps qu'elles seraient interdites»): le vote est présenté comme un moyen de changer la société, mais c'est toujours la même classe dominante qui reste au pouvoir et maintient, à peu de nuances près, le *statu quo*.

— Voter, c'est abdiquer. Participer aux élections légitime un système inégalitaire et autoritaire: par son vote, on manifeste son approbation vis-à-vis du fonctionnement, des règles du jeu d'un système représentatif qui dessert les intérêts du plus grand nombre. Voter, c'est accepter de perdre sa voix en la confiant à un soi-disant représentant, mais aussi accepter que le résultat des urnes est légitime et ne pourra être contesté que lors des prochaines élections, même s'il ne nous satisfait pas.

Justifications

On peut distinguer deux grands types de justification du refus de la participation électo-

rale comme mode d'action politique, l'un centré sur la pratique et l'autre davantage fondé sur les idées et les principes : inefficacité et illégitimité.

– Inefficacité : Les élections passent, les problèmes restent. Idée que les dominés ne peuvent espérer obtenir aucun changement en utilisant les armes que les dominants ont mis à leur disposition. Refuser le vote, c'est dénoncer une illusion, la croyance dans le bulletin de vote comme instrument de changement social. Argument des alternances politiques qui n'apportent pas de changement réel.

– Illégitimité : Le vote est un mode d'action illégitime car l'individu, libre par nature, ne doit pas abdiquer sa souveraineté au profit de dirigeants qui peuvent agir à leur guise durant toute la durée de leur mandat. Au contraire, contester la domination implique d'agir de façon parfaitement autonome, sans rien attendre de représentants. Le changement social ne peut et ne doit être recherché que par l'action directe des dominés (il faut «agir au lieu d'élire»). Cf. Proudhon sur la capacité politique des classes ouvrières.

En outre, participer revient à accepter de réduire la politique à des enjeux de pouvoir, à cautionner un système de domination sociale et économique et donc in fine à légitimer le régime que l'on combat. Le vote, qui représente la soumission, la compromission et la corruption, ne saurait être une arme de ceux qui veulent se définir par leur autonomie, leur désintéressement et leur droiture. Le refus du vote est donc dans une certaine mesure un moyen de préserver la pureté du combat anarchiste, ce qui en fait un principe essentiel et théoriquement intangible. Sur cette idée de pureté, le célèbre anarchiste italien Errico Malatesta écrit ainsi en 1924 : «Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, on dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs, et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.»

Le refus de la délégation s'impose comme un principe aussi essentiel que cet autre fondement de l'anarchisme qu'est l'anti-autoritarisme, auquel il est étroitement lié. En effet, le rejet de toute forme de domination implique également celui de la remise de soi à des dirigeants ou des élus. Au principe de l'anti-électoralisme anarchiste, il y a cette revendication d'égalité (économique, sociale et politique) et de liberté (individuelle et politique) qui est au fondement de l'anarchisme.

L'anti-électoralisme comme héritage historique

L'anti-électoralisme anarchiste actuel est un héritage historique très important parce qu'il s'agit, comme on vient de le voir, d'un principe qui naît directement des fondements philosophiques de l'anarchisme, mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'il est devenu un élément central de l'identité anarchiste telle

qu'elle s'est historiquement constituée. Cet élément est d'autant plus important qu'il a permis de distinguer clairement les libertaires des autres courants socialistes à partir du dernier quart du XIX^e siècle.

La séparation imparfaite avec les socialistes

L'histoire du mouvement anarchiste depuis près d'un siècle et demi est marquée par les conflits et les dilemmes autour de la question des formes légitimes de l'action militante. Aujourd'hui encore, le rapport à l'organisation et à l'action des militants du courant anarchiste est influencé par la riche culture politique forgée durant ces années, qui ont vu l'identité libertaire prendre forme et se distinguer du courant socialiste plus large. Mais la distinction n'a jamais été totale, et la route des anarchistes a souvent croisé celle des socialistes et, plus tard, des communistes.

C'est dans la première Internationale (ou AIT : Association internationale des travailleurs, 1864-1875) que va progressivement se définir et s'affirmer un courant socialiste libertaire, défavorable à l'action parlementaire et par conséquent opposé à la tendance marxiste.

En juillet 1869, l'adhésion de la section genevoise de l'Alliance pour la démocratie socialiste, une fédération de travailleurs d'inspiration bakouninienne, est rejetée par le comité central de l'AIT.

Le 16 août 1869 se réunit le congrès régional de la Chaux-de-Fonds groupant 34 sections appartenant à la Fédération suisse romande ; l'adhésion de la section genevoise de l'Alliance à l'AIT y est approuvée à une courte majorité. Aussitôt, les délégués opposés à cette adhésion se retirent. Les majoritaires, partisans de Bakounine, adoptent alors une résolution condamnant «toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale» (c'est-à-dire la participation aux élections et aux gouvernements). Ils appellent toutes les sections de l'AIT à «renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales».

De leur côté, les minoritaires, proches de Marx, dénoncent «l'abstention politique» et professent «l'intervention politique et les candidatures ouvrières», la représentation étant conçue comme un moyen d'agitation politique.

Rapidement, le différend entre les deux courants se propage. Les bakouninistes ou «Jurassiens» trouvent des soutiens en France, en Belgique et en Espagne. Malgré les espoirs de réconciliation rapide, les tensions ne font qu'augmenter entre les partisans de Marx et le camp libertaire.

La conférence de Londres de l'AIT du 17 au 23 septembre 1871 adopte une résolution qui fait de l'action politique une obligation pour les différentes sections. En réaction, un congrès régional est convoqué dans le Jura suisse le 12 novembre 1871. Une Fédération jurassienne y est créée qui revendique clairement son caractère «antiautoritaire» — avec

un comité fédéral qui est un simple organe de liaison — et cherche à se démarquer des résolutions de la Conférence de Londres.

La nouvelle fédération, antiautoritaire, fustige l'autre courant «dont l'idéal est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière». Elle appelle les différentes sections de l'AIT à se rebeller contre l'autorité du Conseil général, qui est «accusé de faire de l'Internationale, [normalement] libre fédération de sections autonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées».

La scission entre courant «autoritaire» marxiste et «antiautoritaire» est officialisée lors du congrès de l'AIT qui se tient à la Haye en septembre 1872, quand Bakounine et James Guillaume, deux représentants majeurs du camp libertaire, sont exclus. L'Internationale antiautoritaire peut alors se construire librement.

Après cette exclusion, en effet, les fédérations de l'Internationale qui sont hostiles au Conseil général de Londres vont se regrouper autour de la Fédération jurassienne, au sein de laquelle va se développer l'idéologie libertaire. L'AIT marxiste décline quant à elle rapidement et cesse véritablement d'exister en 1875.

On observe malgré tout quelques hésitations dans l'organisation bakouninienne sur la question de l'action politique : le congrès de 1874 affirme en effet qu'elle doit être appréciée librement par chaque fédération. Mais le congrès de 1877 de la nouvelle Internationale libertaire réaffirme l'hostilité des militants aux partis : «Le congrès déclare qu'il ne fait aucune différence entre les divers partis politiques, qu'ils se disent socialistes ou non : tous ces partis, sans distinction, forment à ses yeux une masse réactionnaire, et il croit de son devoir de les combattre tous.»

Malgré cette affirmation ferme d'une spécificité anarchiste, on assiste encore à quelques tentatives d'unification avec les autres courants socialistes. En septembre 1877 a lieu un congrès socialiste universel qui réunit les communistes «autoritaires» et les collectivistes «antiautoritaires». On y constate une fois de plus les très grandes divergences entre les deux courants, qui empêchent l'adoption d'un pacte de solidarité. Cet épisode marque la fin des grands congrès socialistes internationaux : rapidement, l'Internationale libertaire disparaît à son tour : la Fédération jurassienne, sa composante principale, estime alors que ces congrès n'ont plus véritablement d'utilité.

À partir de 1880, pour les anarchistes, le programme d'action se précise. Il s'oriente vers la «propagande par le fait» : on fait en particulier le choix de l'action illégale, qualifiée de «seule voie menant à la révolution». 1880 est également une année marquée par le retour en métropole des déportés de la Commune ; le centre de gravité du mouvement libertaire se déplace alors de la Suisse vers la France.

Mais le conflit entre les deux grands courants du socialisme de l'époque n'est toujours

pas réglé. Les guesdistes (marxistes) s'opposent aux anarchistes, toujours sur la question électorale. Le congrès socialiste du Havre de novembre 1880 paraît en mesure de mettre fin à la discorde, puisqu'il prévoit une dernière tentative de participation aux élections, qui est supposée déterminer si cette tactique doit ou non définitivement laisser place à l'action révolutionnaire. Mais le résultat des élections législatives de 1881 est apprécié différemment par les deux camps : les 60 000 à 65 000 voix recueillies sont perçues comme un succès par les partisans de la participation, tandis que les anarchistes sont renforcés dans leur choix d'une lutte purement extra-parlementaire.

Dès cette année 1881, lors des différents congrès socialistes régionaux, marxistes et libertaires se séparent. Pour l'historien Jean Maitron, c'est la date de naissance d'un mouvement anarchiste autonome et différencié tant par son programme que par ses méthodes. On voit donc que, dans cette séparation, la question des élections et de la participation à la politique institutionnelle a été centrale.

Il faut tout de même noter que, pour quelque temps encore, l'identité anarchiste n'est pas partout et pour tous clairement délimitée. Les mouvements socialistes vont pendant plus de vingt ans faire preuve d'une relative fluidité, les libertaires et les marxistes pouvant se côtoyer dans différents groupes.

À partir des années 1880, le mouvement anarchiste est éclaté entre différents petits groupes intégrés dans des réseaux de relations très lâches et discontinues. L'idée libertaire implique pour de nombreux militants le rejet de toute organisation au niveau national. Le modèle partisan unifié est par conséquent repoussé, tant par refus de l'action parlementaire que par réticence face à toute forme de structuration trop rigide. Cela n'empêche pas, de façon ponctuelle, une ouverture de la mouvance anarchiste aux autres tendances socialistes. C'est le cas en particulier lors de l'affaire Dreyfus, lorsque Sébastien Faure, pédagogue et auteur libertaire, personnalité influente du mouvement, impulse des alliances inédites contre l'ennemi réactionnaire commun. Mais ces rapprochements sont rapidement critiqués par les anarchistes les plus soucieux de préserver la pureté de la doctrine.

Après la création du Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1905, le fossé se creuse définitivement entre socialistes et anarchistes, qui, à leur propagande traditionnelle, adjoignent de plus en plus souvent l'action syndicale, en parvenant à imposer au sein de la CGT une ligne antipartisane. Si quelques militants d'inspiration libertaire peuvent se retrouver dans la minorité révolutionnaire de la SFIO, ils constituent de rares exceptions.

L'instrumentalisation des élections

En 1920 est créée en France une organisation purement libertaire qui prend le nom d'Union anarchiste (UA). En raison en particulier de divergences au sein du milieu sur la question de la meilleure forme d'organisation (débat plate-forme/synthèse, sur lequel on reviendra dans la prochaine séance), l'UA ne sera pas la seule structure anarchiste de la France de l'entre-deux-guerres, mais elle s'imposera comme la principale.

Bien que fidèle à la doctrine anti-électorale traditionnelle du mouvement, la nouvelle organisation adopte rapidement certains traits caractéristiques d'un parti politique classique. En effet, comme en témoigne la presse anarchiste de l'époque, il n'est pas rare que ses membres soient candidats lors des élections législatives ; leur objectif est alors de mener des campagnes anti-électorales en bénéficiant des avantages offerts aux candidats, comme les facilités d'affichage et, parfois, la gratuité des salles permettant d'organiser des réunions publiques. Cela leur permet aussi occasionnellement de participer à des débats préélectoraux avec les autres candidats.

Mais ces candidats abstentionnistes ne cherchent aucunement à recueillir des suffrages : lorsque le candidat ou la liste anarchiste obtient des suffrages, la campagne anti-électorale qui a été menée est perçue comme un échec. Certains « candidats » anarchistes se retirent même parfois de la compétition quelques jours seulement avant le vote. Ainsi, si l'on peut dire que l'UA participe aux élections, cette activité ne correspond toutefois pas au critère classique de la définition des partis politiques, puisque l'organisation ne cherche pas à obtenir le pouvoir par ce moyen. La « participation » aux élections est vue comme une opportunité de propagande anti-électorale.

Dans l'entre-deux-guerres, les anarchistes français continuent à se tenir à distance des socialistes et des communistes, qui ont pour leur part choisi l'action parlementaire. Des contacts plus importants peuvent à nouveau être observés en 1936 dans le soutien à la révolution espagnole et à la résistance des libertaires et des républicains ibériques face aux menées des troupes franquistes, mais ces collaborations inhabituelles suscitent encore une fois d'importantes divisions dans le camp anarchiste français. Fréquemment, la ligne antipartisane est rappelée, tant à l'égard des compagnons français qu'espagnols : « Toute forme de collaboration qui oblige les anarchistes à accepter l'opinion, les positions ou les tactiques de partis ou de factions politiques, en restant silencieux sur ses propres idées et en acceptant de réduire son activité est une forme de collaboration organique et néfaste. Elle doit être rejetée, purement et simplement, par principe, toujours et partout. » (article de L'Espagne antifasciste (CNT-FAI-AIT) du 28 novembre 1936).

En 1945, après la Seconde Guerre mondiale qui a vu ses organisations s'effondrer, le mouvement libertaire se rebâtit. C'est la Fédération anarchiste (FA), créée au congrès de Paris d'octobre 1945, qui constitue son nouveau centre de gravité. La fédération demeure d'inspiration anarchiste traditionnelle, et ses fondateurs tentent de dépasser les désaccords organisationnels hérités des années 1920 afin de réunir à la fois les militants partisans d'une structuration solide et ceux qui aspirent à une coordination plus lâche.

Mais rapidement, la tendance communiste-libertaire, favorable à une plus grande cohésion organisationnelle et plus proche du marxisme, se structure secrètement dans la FA (l'Organisation pensée-bataille, OPB). En 1953, elle parvient à dominer l'organisation – suite notamment à des exclusions –, qui se transforme alors en Fédération communiste libertaire (FCL).

Tandis que des minoritaires exclus de l'ancienne organisation recréent une Fédération anarchiste dès la fin de l'année 1953, la FCL adopte une organisation plus rigide, fondée sur l'unité idéologique, et attire des militants proches de la mouvance trotskiste. En 1956, elle présente quelques candidats aux élections législatives, avec pour but officiel une propagande anti-électorale, mais les résultats en termes de voix sont source de déception, et l'expérience contribue à décrédibiliser l'organisation. Rapidement, la FCL va décliner et disparaître, victime notamment de la répression liée à son engagement pour le mouvement de libération algérien pendant la guerre d'Algérie. De son côté, la nouvelle Fédération anarchiste résiste, et elle va perdurer jusqu'à nos jours.

La FA contemporaine, antivote, et le mouvement anarchiste plus large.

La FA depuis 1953 est fidèle au principe anti-électoral anarchiste. Ses publications (brochures et petits livres des éditions du Monde libertaire), les articles dans son hebdomadaire *Le Monde libertaire* ou les réunions publiques qu'elle organise en témoignent.

Cet anti-électoralisme traduit sans doute le souci qui a été celui des militants fondateurs de faire revivre la tradition anarchiste des débuts, mais aussi la réaction de l'organisation face à l'expérience de la FCL, qui, après avoir été constituée par des pratiques autoritaires, s'est lancée dans l'aventure électorale et constitue toujours aujourd'hui un exemple repoussoir.

La participation aux élections est aujourd'hui taboue à la FA. Le discours anti-électoral y est ultra-dominant et on peut le qualifier d'absolu : refus des élections comme simple électeur évidemment, mais aussi comme candidat, y compris comme candidat fantoche, ne serait-ce que pour tourner les élections en dérision. D'une

manière générale, l'organisation prône l'adoption d'un discours extrêmement clair et lisible de refus de toute participation au rituel électoral de quelque manière que ce soit.

Mais l'anti-électoralisme n'est pas aussi absolu partout dans la mouvance libertaire :

– 2002 : Le Pen au second tour de l'élection présidentielle : Alternative libertaire n'appelle pas à l'abstention, et certains de ses groupes appellent au vote Chirac (quelques voix dans le même sens à la FA) ;

– 2007 : No Pasarán, organisation libertaire antifasciste, ne présente pas de « candidat patate » (rappelle Zo d'Axa qui aux législatives de 1898 présente un âne blanc appelé Nul) ;

– 2007 : de nombreux libertaires de la mouvance altermondialiste font campagne et ou votent pour José Bové, candidat à la présidentielle.

Pratiques électorales en milieu anarchiste et dans la mouvance libertaire au sens large

Le discours d'apparence monolithique de la FA sur la question des élections ne doit pas cacher l'existence de pratiques hétérodoxes : pratiques individuelles de vote, le plus souvent discrètes ou cachées. C'est plutôt le vote local qui est privilégié dans ce cas (perçu comme ayant plus de sens, d'efficacité).

On a aussi pu observer quelques prises de position pro-vote ouvertes, localisées, en 2002 en particulier – Groupe Bakounine par exemple (pas relayé par *Le Monde libertaire*).

Ce n'est que lorsqu'une situation politique exceptionnelle se produit que des discours alternatifs deviennent audibles, mais pour très peu de temps (21 avril 2002, traité constitutionnel européen 2005 – mais la question des référendums, bien que liée, est assez différente de celle des élections).

À la FA, comme dans d'autres organisations anarchistes, la pratique individuelle du vote lors des élections existe. Cela peut paraître étonnant si l'on se réfère aux principes fondamentaux de l'anarchisme, ou si l'on envisage le vote dans une perspective rationalisante (la probabilité qu'un vote individuel ait une influence sur une élection est quasiment nulle), mais on peut évoquer plusieurs explications, qui peuvent se combiner :

Vote comme « réaction » :

– Poids des socialisations antérieures à l'engagement (incorporation du « devoir civique »).

– Pression de l'entourage proche.
– Pression médiatique.

Vote comme « action » ou « adhésion » :

– Croyance dans la capacité d'un vote individuel à changer un résultat d'élection.

– Idée que les candidats ne se valent pas tous et qu'une option est préférable à une autre (même si aucune n'apparaît satisfaisante).

Dans la mouvance libertaire au sens large (groupes altermondialistes, écologistes radicaux, etc.), moins marquée par le poids historique de l'identité anarchiste, la pratique électorale est plus ouvertement assumée, bien que souvent les militants semblent partager en tout point l'argumentaire anarchiste de l'inutilité et de l'illégitimité des élections.

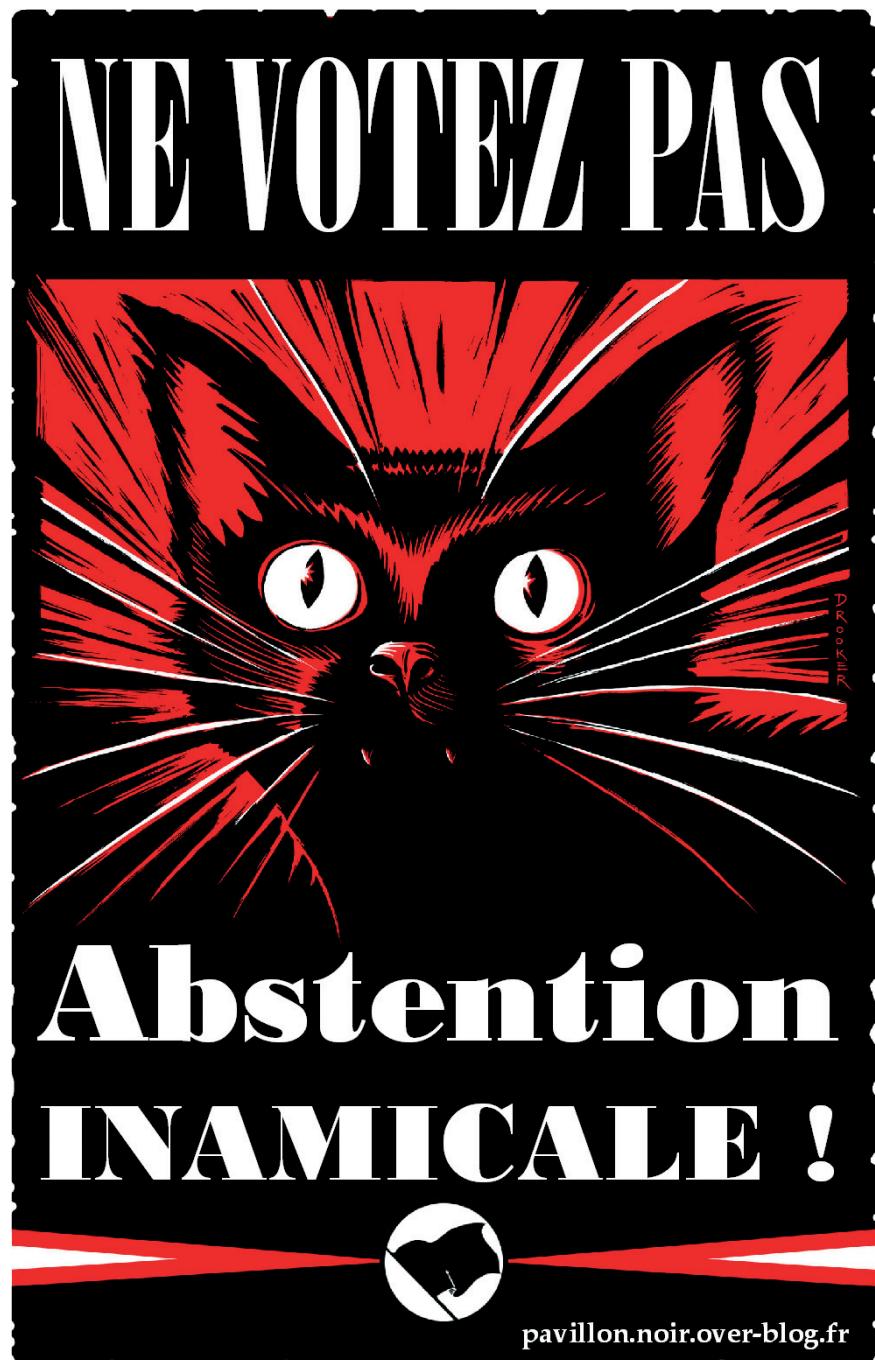
Les militants les plus sceptiques à l'égard des élections expriment malgré tout très souvent la nécessité de choisir le moindre de deux maux (mieux vaut une gauche molle qu'une droite dure).

Cela ne signifie pas évidemment qu'ils ne votent pas également par habitude ou parce qu'ils ressentent une pression à le faire, mais ils estiment aussi que, si leur vote ne pourra pas faire évoluer en mieux la situation socio-économique, il pourrait faire en sorte qu'elle se dégrade moins ou moins vite.

Souligner que des anarchistes votent ne revient pas à dire que les anarchistes ne croient pas à leur discours anti-électoraliste, mais permet de rappeler qu'ils sont comme tout le monde pris dans des contraintes et des contradictions, des espoirs et des illusions, et que celles-ci doivent être prises en compte pour pouvoir tenir un discours réaliste sur la politique et les élections.

Quelques réflexions sur la possibilité d'un rapport décomplexé aux élections

Il me semble ressortir de tout ce que j'ai évoqué précédemment de l'histoire et des pratiques anarchistes qu'un discours anti-électoraliste absolutiste est intenable et probablement contre-productif. Comment les anarchistes pourraient-ils convaincre les citoyens de ne jamais s'associer à la « mascarade électorale » lorsque eux-mêmes ou certains d'entre eux participent



occasionnellement ou fréquemment aux élections ?

Ma position, que je soumets à la discussion, se fondera sur quatre remarques :

1) D'un point de vue strictement rationnel, le vote de chacun a une probabilité extrêmement faible d'avoir une influence sur le résultat final, et cela qu'on croie ou non que la victoire d'un camp sur l'autre aura un effet quelconque. C'est un argument indépassable et qui pourtant n'apparaît pas susceptible de détourner des individus de la pratique électorale, dès lors qu'ils croient en la possibilité d'une mobilisation collective pour un camp ou pour l'autre. On ne décide pas seul d'une élection, mais on participe à un mouvement plus général qui crée un rapport de forces.

2) L'argument de la parfaite indifférence du résultat des élections n'est pas convaincant. On peut trouver un nombre infini d'exemples de la trahison de la gauche, de la renonciation des progressistes, ou de la lépénisation des esprits, mais il semble impossible de dire en toute honnêteté que l'élection de l'un ne changera absolument rien à l'élection de l'autre. Certes, pour beaucoup d'électeurs, aucun changement ne sera perceptible, mais on peut estimer qu'il y a toujours à un niveau plus global des différences, aussi minimes soient-elles. Dans tous les cas, il n'est jamais possible d'affirmer que l'autre candidat aurait fait mieux ou pire, sauf à faire de la politique fiction.

3) Les élections constituent depuis près d'un siècle et demi un moment de discussion des orientations politiques d'une société. L'idée de la légitimité des élections a été imposée par les dominants, mais elle est désormais très largement acceptée par les dominés. Outre les partis dominants, les campagnes électorales sont aujourd'hui le moyen par excellence de porter des idées au niveau local ou national. Historiquement, les anarchistes ont su utiliser les campagnes électorales pour dénoncer l'absurdité des élections, de façon purement pragmatique et sans y voir de contradiction (UA dans l'entre-deux-guerres).

4) La culpabilisation de l'électeur qui serait artisan de sa propre domination n'apparaît pas comme une stratégie porteuse dès lors que l'abstention n'est pas une condition suffisante de l'émancipation. En outre, le mépris envers les gens que l'on cherche à convaincre n'est sans doute pas très porteur politiquement.

Je suis convaincu que le système électoral est mauvais, et qu'il ne permet pas d'apporter de changement significatif dans le sens de plus d'égalité et de liberté, mais je ne suis plus du tout sûr que le discours et les pratiques anti-électoralistes soient pertinents.

Une très faible minorité de gens pense que les élections n'ont strictement aucune utilité, et une très grande majorité estime

que le principe des élections est bon, même si les candidats ne le sont pas forcément. Le discours anti-électoraliste me semble inaudible face aux injonctions à accomplir son devoir civique, à la dramatisation des enjeux électoraux et à la montée du FN (avec l'idée qu'il faut voter pour ne pas laisser passer le FN).

La difficulté pour les anarchistes est alors d'alerter sur la nécessité de changer de système politique pour améliorer la société, sans s'enfermer dans un discours anti-électoral qui risque fort d'être mal compris. Plutôt que d'enjoindre les citoyens à ne pas voter et risquer ainsi de paraître coupé des réalités ou arc-bouté sur des principes absolus (« non, le mariage homo ne change rien dans une perspective d'émancipation radicale »), il faudrait souligner la nécessité d'évoluer vers un système autre, plus auto-gestionnaire, localisé, consensuel. « Votez si vous le souhaitez, mais les élections ne vous apporteront pas ce à quoi vous aspirez. Construisons ensemble un autre modèle politique. » Ce discours doit évidemment s'accompagner de prises de position sur les valeurs : ce qui est, ce à quoi nous aspirons et pourquoi c'est préférable.

Si l'on se débarrasse du tabou lié aux élections et qu'on les envisage comme quelque chose à dépasser plutôt que comme

une pratique impure qui mérite le mépris, on peut envisager de participer aux campagnes électorales, selon des modalités qu'il faudrait définir avec soin, afin de ne pas laisser les tribunes médiatiques exclusivement à ceux qui veulent la perpétuation de l'aliénation politique générale (les électoralistes). Cela ne me semble pas empêcher de tenir un discours cohérent sur les limites des élections et sur les alternatives, à condition bien sûr de ne pas avoir pour objectif ultime d'obtenir des élus.

Sous l'effet de débats concernant la structure à donner à l'organisation, l'UA va devenir l'UA-communiste, puis l'UA-communiste-révolutionnaire, avant de redevenir l'UA dans les années 1930. S.





Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »

Inconnu

Mon entretien avec Sverdlov

Makhno en visite au Kremlin (juin 1918)



Nestor Makhno

J'ARRIVAI AUX PORTES DU KREMLIN avec l'idée bien arrêtée de voir Lénine et, si possible, Sverdlov et d'avoir un entretien avec eux. Derrière un guichet, un homme de service était assis. Je lui tendis l'attestation qu'on m'avait délivrée au soviet de Moscou. L'ayant lue attentivement, il m'établit un laissez-passer qu'il fixa lui-même à mon attestation et je franchis le porche donnant accès à l'intérieur du Kremlin. Là, un fusilier letton faisait les cent pas. Je passai à côté de lui et m'engageai dans la cour, où je me trouvai nez à nez avec une autre sentinelle à laquelle on pouvait demander de vous indiquer le bâtiment où l'on voulait aller. Au-delà, on était libre de se promener, de regarder les canons et boulets de différents calibres, antérieurs ou postérieurs à Pierre le Grand, de s'arrêter devant le Tsar Bourdon (une cloche monumentale) et d'autres curiosités bien connues ou de se rendre directement dans un des palais.

Je tournai à gauche et m'engouffrai dans un de ceux-ci (j'ai oublié son nom), je montai un escalier, je crois jusqu'au

deuxième étage, j'arpentai sans rencontrer personne un long couloir où, sur les pancartes accrochées aux portes, on lisait : « Comité central du parti » ou bien « Bibliothèque », mais, n'ayant besoin ni de l'un ni de l'autre, je continuai ma route, n'étant d'ailleurs pas sûr qu'il y eût quelqu'un derrière ces portes.

Les autres pancartes ne donnant toujours pas de nom, je revins sur mes pas et m'arrêtai devant celle où j'avais lu : « Comité central du parti », je frappai à la porte. « Entrez », répondit une voix. À l'intérieur du bureau, trois personnes étaient assises. Parmi celles-ci, il me sembla reconnaître Zagorski, que j'avais vu deux ou trois jours plus tôt dans un des clubs du parti bolchevik. Je m'adressai à ces personnes, qui, dans un silence de mort, étaient occupées à quelque chose, pour qu'elles me disent où se trouvait le bureau du Comité central exécutif.

Un des trois, Boukharine, si je ne me trompe, se leva et, prenant sa serviette sous le bras, dit à ses collègues, mais assez haut



pour que j'entende : « Je vous laisse, j'indiquerai à ce camarade, me désignant d'un geste du menton, le bureau du CCE. » Et il se dirigea vers la porte. Je remerciai les personnes présentes et sortis avec celle qui me semblait être Boukharine. Un silence sépulcral continuait à régner dans le couloir.

Mon guide me demanda d'où je venais. « D'Ukraine », répondis-je. Il me posa alors plusieurs questions sur la terreur à laquelle l'Ukraine était en proie et voulut savoir comment j'avais pu gagner Moscou. Arrivés à l'escalier, nous nous arrêtâmes pour continuer la conversation. Finalement, mon guide occasionnel m'indiqua une porte à droite de l'entrée du couloir, où, selon lui, on me donnerait les renseignements dont j'avais besoin. Et après m'avoir serré la main, il redescendit l'escalier et sortit du palais. J'allai à cette porte, je frappai et j'entrai. Une jeune fille me demanda ce que je voulais.

« Je voudrais voir le président du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers, paysans, soldats et cosaques, le camarade Sverdlov », répondis-je.

Sans mot dire, la jeune fille s'assit derrière une table, prit mon attestation et mon

laissez-passer, les parcourut, recopia quelques mots et m'établit un autre laissez-passer où était indiqué le numéro du bureau où je devais aller. Dans le bureau où m'avait envoyé la jeune fille, je trouvai le secrétaire du CCE, un homme bien planté, de mise soignée, mais aux traits fatigués. Il me demanda ce que je voulais. Je le lui expliquai. Il me réclama mes papiers. Je les lui remis. Ceux-ci l'intéressèrent. Il me questionna :

— « Ainsi, camarade, vous arrivez du sud de la Russie ?

— Oui, je viens d'Ukraine », répondis-je.

— « Vous étiez déjà président du Comité de défense de la révolution du temps de Kerensky ?

— Oui.

— Vous êtes donc socialiste révolutionnaire ?

— Non.

— Quels liens avez-vous ou avez-vous eus avec le parti communiste de votre région ?

— Je suis en relations personnelles avec plusieurs militants du parti bolchevik », répondis-je.

Et je citai le nom du président du Comité révolutionnaire d'Alexandrovsk, le camarade Mikhailevitch, et de quelques autres militants d'Ekaterinoslav. Le secrétaire se tut un

instant, puis m'interrogea sur l'état d'esprit des paysans du « sud de la Russie », sur leur comportement à l'égard des troupes allemandes et des soldats de la Rada centrale, sur leur attitude envers le pouvoir des Soviets, etc.

Je lui donnai quelques brèves réponses qui manifestement le contentèrent ; personnellement, je regrettai de ne pouvoir m'étendre davantage.

Ensuite, il téléphona je ne sais où et aussitôt m'invita à me rendre dans le cabinet du président du CCE, le camarade Sverdlov.

En m'y rendant, je pensais aux fables colportées par les contre-révolutionnaires aussi bien que par les révolutionnaires, voire par mes propres amis, adversaires de la politique de Lénine, Sverdlov et Trotsky, à savoir qu'il était impossible de s'introduire auprès de ces divinités terrestres. Ils étaient, disait-on, entourés de gardes du corps et le chef de ceux-ci ne laissait entrer que les visiteurs dont la tête lui plaisait.

Maintenant, accompagné du seul secrétaire du CCE, je me rendais compte de l'absurdité de ces rumeurs. Sverdlov nous ouvrit

lui-même la porte avec un bon sourire, empreint, me sembla-t-il, de camaraderie, me tendit la main et me conduisit à un fauteuil. Après quoi, le secrétaire du CCE retourna à son bureau. Le camarade Sverdlov me parut en bien meilleure forme que son secrétaire. Il me donna aussi l'impression qu'il s'intéressait davantage que lui à ce qui s'était passé en Ukraine ces deux ou trois derniers mois. Il me dit d'emblée :

— « Vous arrivez donc, camarade, de notre Sud en pleine tourmente; quel travail faisiez-vous là-bas... »

— Le même que celui qu'accomplissaient les grandes masses de travailleurs révolutionnaires de la campagne ukrainienne. Ceux-ci, après avoir pris une part active à la Révolution, tentèrent d'obtenir leur émancipation totale. Dans leurs rangs, je fus, peut-on dire, toujours le premier à marcher dans cette voie. Aujourd'hui, par suite du recul du front révolutionnaire ukrainien, j'ai échoué momentanément à Moscou.

— Que dites-vous là, camarade », s'écria le camarade Sverdlov m'interrompant. « Les paysans dans le Sud sont pour la plupart des koulaks ou des partisans de la Rada centrale. »

J'éclatai de rire sans trop m'étendre mais en appuyant bien sur l'essentiel, je lui décrivis l'action des paysans organisés par les anarchistes dans la région de Goulaï-Polé contre les troupes d'occupation austro-allemandes et les soldats de la Rada centrale.

Apparemment ébranlé, le camarade Sverdlov ne cessait portant de répéter : « Pourquoi donc n'ont-ils pas épaulé nos gardes rouges ? D'après nos renseignements, les paysans du Sud ont subi la contagion du pire chauvinisme ukrainien et, partout, ils ont accueilli les troupes demandées et les soldats de la Rada avec des transports de joie, en libérateurs. »

Sentant la nervosité me gagner, je me mis avec vigueur à réfuter les informations de Sverdlov sur la campagne ukrainienne. Je lui avouai que j'étais moi-même l'organisateur et le chef de plusieurs bataillons de volontaires paysans qui menaient la lutte révolutionnaire contre les Allemands et la Rada et j'étais sûr que les paysans pourraient recruter dans leur sein une puissante armée pour combattre ceux-ci, mais ils ne voyaient pas nettement le front de guerre de la Révolution. Les unités de gardes rouges qui, de leurs trains blindés, s'étaient battues le long des voies ferrées sans jamais s'en éloigner, reculant au premier échec sans se soucier bien souvent de rembarquer leurs propres combattants et abandonnant à l'ennemi des dizaines de verstes, que celui-ci avançât ou non, ces unités, dis-je, n'inspiraient pas confiance aux paysans qui se rendaient compte qu'isolés dans leurs villages et dépourvus d'armes ils étaient à la merci des bourreaux de la Révolution. En effet, les trains blindés des gardes rouges n'envoyaient jamais de détachements dans les villages situés dans un rayon de dix ou vingt kilomètres non seulement pour leur donner des armes, mais aussi pour stimuler les paysans et les pousser à des coups de main audacieux contre les ennemis de la Révolution en prenant part eux-mêmes à l'action.

Sverdlov m'écoutait attentivement et de temps à autre s'exclamait : « Est-ce possible ? » Je lui citai plusieurs unités de gardes rouges appartenant aux groupes de Bogdanov, Svirski, Sabline et autres; je lui signalai avec plus de calme que les gardes rouges chargés de défendre les voies ferrées au moyen de trains blindés avec lesquels il leur était possible de prendre rapidement l'offensive, mais aussi de battre le plus souvent en retraite, ne pouvaient inspirer confiance aux masses paysannes. Or, ces masses voyaient dans la Révolution le moyen de se débarrasser de l'oppression non seulement des grands propriétaires et des riches koulaks, mais aussi de leurs hommes à gages, de se soustraire au pouvoir politique et administratif du fonctionnaire de l'État et dès lors étaient prêtes à se défendre et à défendre leurs conquêtes contre les exécutions sommaires et les destructions massives tant des Junkers prussiens que des troupes de l'hetman (Skoropadsky).

— « Oui, disait Sverdlov, je crois que vous avez raison pour ce qui est des gardes rouges... mais nous les avons maintenant réorganisés dans l'Armée rouge, laquelle est en train de prendre des forces, et si les paysans du Sud sont animés, comme vous me le décrivez, d'un tel élan révolutionnaire, il y a de grandes chances pour que les Allemands soient battus à plate couture et que l'hetman morde la poussière à bref délai ; alors le pouvoir des Soviets triomphera en Ukraine également. »

— Cela dépendra de l'action clandestine qui sera menée en Ukraine. J'estime pour ma part que cette action est aujourd'hui plus nécessaire que jamais à condition qu'elle soit organisée, qu'on lui donne une forme combative, ce qui inciterait les masses à s'insurger ouvertement dans les villes et dans les campagnes contre les Allemands et l'hetman. Sans soulèvement d'un caractère essentiellement révolutionnaire à l'intérieur de l'Ukraine, on n'obligerait pas les Allemands et les Autrichiens à évacuer ce pays, on ne pourra pas mettre la main sur l'hetman et sur ceux qui le soutiennent ou les forcer à prendre la fuite avec leurs protecteurs. N'oubliez pas que, en raison du traité de Brest-Litovsk et des facteurs politiques avec lesquels notre Révolution doit compter à l'extérieur, une offensive de l'Armée rouge est inconcevable. » Pendant que je lui tenais ces propos, le camarade Sverdlov prenait des notes.

— « En l'occurrence, je partage entièrement votre point de vue, me dit-il. Mais qu'êtes-vous ? Communiste ou socialiste révolutionnaire de gauche ? On voit bien, par le langage que vous tenez, que vous êtes Ukrainien, mais auquel des deux partis vous appartenez, on ne le comprend pas. »

Cette question, sans me troubler (le secrétaire du CCE me l'avait déjà posée), me mit dans l'embarras. Que faire ? Dire carrément à Sverdlov que j'étais anarchiste communiste, le camarade et l'ami de ceux que son parti et le système étatique créé par ce dernier avaient écrasés deux mois plus tôt à Moscou et dans plusieurs autres villes, ou me cacher sous un autre drapeau ? J'étais perplexe et Sverdlov s'en aperçut. Révéler au milieu de notre entretien ma conception de la révolution sociale et mon appartenance politique, je ne le voulais pas, les dissimuler

me répugnait également. C'est pourquoi, après quelques secondes de réflexion, je dis à Sverdlov :

— « Pourquoi vous intéressez-vous tellement à mon appartenance politique ? Est-ce que mes papiers, qui vous montrent qui je suis, d'où je viens et le rôle que j'ai joué dans une certaine région pour organiser les travailleurs des villes et des campagnes en même temps que des groupes de partisans et des bataillons de volontaires pour combattre la contre-révolution qui sévit en Ukraine, ne vous suffisent pas ? »

Le camarade Sverdlov s'excusa et me pria de ne pas douter de son honneur révolutionnaire ou de le soupçonner de manquer de confiance en moi. Ses excuses me parurent si sincères que je me sentis mal à l'aise et, sans hésiter davantage, je lui déclarai que j'étais anarchiste communiste de la tendance Bakounine Kropotkine.

— Quel anarchiste communiste êtes-vous, camarade, puisque vous admettez l'organisation des masses laboureuses et la direction de elles-ci dans la lutte contre le pouvoir du capital ? » s'écria Sverdlov avec un sourire de camaraderie. Devant son étonnement, je répondis au président du CCE :

— « L'anarchisme est un idéal trop réaliste pour ne pas comprendre le monde moderne et les événements actuels, et la part que ses adeptes prennent d'une manière ou d'une autre à ces événements est visible, et pour ne pas tenir compte de l'orientation qu'il doit donner à son action et des moyens qu'il lui faut employer pour cela. »

— Je le veux bien, mais vous ne ressemblez pas du tout à ces anarchistes qui, à Moscou, avaient installé leur siège dans la Malaïa Dmitrovka », me dit Sverdlov, et il voulut ajouter quelque chose à ce sujet, mais je l'interrompis :

— « L'écrasement par votre parti des anarchistes de la Malaïa Dmitrovka doit être considéré comme une chose pénible qu'il faudra éviter à l'avenir dans l'intérêt de la Révolution. »

Sverdlov marmonna quelque chose dans sa barbe et, se levant de son fauteuil, s'approcha de moi, posa ses mains sur mes épaules et me dit :

— « Je vois que vous êtes très au courant de ce qui s'est passé lors de notre retraite d'Ukraine et, surtout, de l'état d'esprit des paysans. Ilitch, notre camarade Lénine, serait certainement content de vous entendre. Voulez-vous que je lui téléphone ? »

Je répondis que je ne pourrais en dire beaucoup plus au camarade Lénine, mais Sverdlov tenait déjà le téléphone et avisait Lénine qu'il avait auprès de lui un camarade porteur de renseignements très importants sur les paysans du sud de la Russie et sur leurs sentiments à l'égard des troupes d'invasion allemande. Et, sur-le-champ, il demanda à Lénine quand il pourrait me recevoir. Un instant après, Sverdlov posa le téléphone et m'établit de sa main un laissez-passer me permettant de revenir. En me le remettant il me dit :

— « Demain, à une heure de l'après-midi, venez directement ici ; nous irons ensemble chez le camarade Lénine... Puis-je compter sur vous ? »

— Comptez sur moi », fut ma réponse.

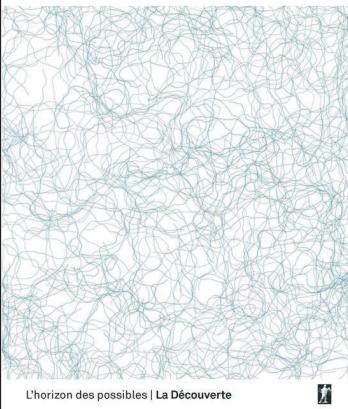
N. M.

Comment rouvrir les portes du futur ?

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste

Jérôme Baschet
Adieux au capitalisme
Autonomie, société du bien vivre et
multiplicité des mondes



L'horizon des possibles | La Découverte

Jérôme Baschet, **Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes**, La Découverte, 2014, 208 pages.

CAR NOUS SOMMES COINCÉS dans la prison capitaliste où, d'ailleurs, le capitalisme lui-même s'est enfermé en jetant les clés par-dessus le mur. Son expansion ne pourra donc pas se déployer indéfiniment dans cet espace limité et ses vaines échappatoires créeront sûrement d'autres graves désagréments. De plus, écrit Jérôme Baschet, « il y a un autre facteur encore, sans doute décisif : l'écocide accéléré que provoque l'expansion du productivisme aveugle du capitalisme. Point n'est besoin de rappeler la liste des ravages, depuis les effets de la dissémination des OGM jusqu'à la contamination de l'air, des sols, des nappes phréatiques, des cours d'eau et des océans par les déchets toxiques déversés par les industries et par l'extraction minière, en passant par la déforestation et la surexploitation de bien d'autres ressources. Mais il reste à prendre pleinement conscience de ce que le réchauffement global est sur le point de provoquer. En effet, celui-ci ne peut plus être maintenu dans les limites (supposées raisonnables) d'une augmentation moyenne de 2 degrés et il est engagé sur une trajectoire qui mène vers au moins 4 degrés supplémentaires. Cela signifie une élévation du niveau moyen des océans d'un ou deux mètres, des millions de déplacés climatiques, des vagues de chaleur et des sécheresses dramatiques, des pluies torrentielles et des cyclones de plus en plus violents, des destructions répétées des récoltes, de gigantesques glissements de terrain avec leur lot de villages engloutis, la disparition d'un tiers des espèces animales et végétales, l'acidification des océans et la dissolution des coraux, la disparition de la forêt amazonienne et de bien d'autres écosystèmes dont dépend la vie de peuples entiers, la réduction des terres arables, l'apparition de nouveaux insectes nuisibles attaquant les cultures, l'expansion des maladies tropicales vers des populations sans défense immunitaire, l'augmentation des inégalités et des tensions sociales, le manque d'eau et l'intensification des conflits pour le contrôle de celle-ci, la captation de plus en plus démesurée de terres cultivables par des pays comme la Chine ou la Corée, etc. Encore ce panorama ne constitue-t-il qu'un scénario plutôt modéré, dès lors que les phénomènes de rétroaction, d'enchaînement et d'accélération non linéaire des effets font du changement climatique un processus extrêmement complexe et en partie imprévisible. Tout cela, joint à l'incapacité des instances internationales à promouvoir des mesures même modérées, pourrait conduire à des effondrements écosystémiques en chaîne, à un réchauffement de l'ordre de 8 ou 9 degrés (du moins à l'horizon du prochain siècle), une disparition complète des glaces polaires, une élévation du niveau océanique moyen de l'ordre de quinze mètres, une interruption des courants marins jouant un rôle essentiel dans la régulation thermique de la planète, etc. ».

Devons-nous désespérer devant cette description apocalyptique ?

Est-ce que nous sommes vraiment condamnés à vivre dans ce monde-là de plus en plus destructeur de l'être humain et de son environnement, et qui se déploie maintenant dans son « omnipotence planétaire » ? Ce monde capitaliste que l'on couvre pudiquement du drap aux multiples couleurs de la « démocratie ».

N'y aurait-il donc pas d'alternatives à cette poisseuse réalité ? Ne serions-nous voués, pour tout avenir, qu'au « miroitement des modèles d'ascension sociale », qu'aux « séductions addictives de la consommation » et qu'aux « petits priviléges d'une vie tant soit peu confortable » ? N'aurions-nous d'autre destin qu'une vie « pour le travail » quand la force de travail est devenue une marchandise qui se vend et s'achète, et que l'argent, mesure de toute chose, règne et asservit l'esprit universellement ?

Ce que l'on constate, c'est que le capitalisme maintenant globalisé – de connivence avec les diverses institutions étatiques –, tout en restreignant la circulation des personnes, a mis en concurrence les travailleurs du monde entier. Et, en délocalisant les entreprises, il s'est aménagé une main-d'œuvre encore plus docile qui lui permet de dégrader les conditions du travail et d'abaisser les salaires. La peur règne ! On craint de n'avoir pas de travail ; on craint de n'en pas trouver ; on craint de perdre celui qu'on a. Pour les producteurs atomisés, c'est la lutte de chacun contre tous qui s'accompagne de l'accentuation gigantesque des inégalités : les revenus des financiers et ceux des mieux nantis atteindraient maintenant un rapport de 1 pour 300 comparés aux revenus du travail.

La partie est-elle définitivement jouée ?

Peut-être pas, écrit Jérôme Baschet dans ses *Adieux au capitalisme*, car, dans un cadre plus général, la science a développé des énergies renouvelables qui ne causent pas de dommages à l'environnement et, parallèlement, les technologies numériques ont permis d'amplifier des échanges marqués par la gratuité et la coopération.

Avec cela, pour Baschet, un tournant se serait amorcé à la fin du xx^e siècle et au début

du XXI^e siècle : des acteurs discrets, ou pas, souvent inattendus, soucieux de défendre l'intégralité de la vie, avec des pratiques d'organisation différentes, plurielles, auraient fait leur apparition en concomitance avec une dénonciation des formes néolibérales du capitalisme actuel.

La rupture la plus spectaculaire serait l'insurrection zapatiste du 1^{er} janvier 1994 contre la percée du néolibéralisme au Mexique et son Accord de libre échange nord-américain ; insurrection célébrée au Chiapas, ouvertement, devant le monde entier, en 1996, au moment de la Rencontre intercontinentale pour l'humanité.

À partir d'une organisation de guérilla classique, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'est, après coup, métamorphosée en «autre chose» après sa «salutaire défaite» idéologique. Reniant en quelque sorte leur marxisme-léninisme premier, les zapatistes, qui avaient pris les armes pour «prendre la parole», s'immergèrent dans la population, s'investissant alors dans ce qu'ils nommèrent des Conseils de bon gouvernement aux mandats courts et révocables à tout moment ; et avec pour principe de «diriger en obéissant». Il s'agissait, entre autres objectifs, de diffuser dans le corps social des compétences, notamment politiques, afin de contrôler les autorités en place et de prévenir les dérives de la délégation de pouvoir et le développement de la corruption.

La politique d'autonomie défendue par les zapatistes se présente modestement, «au ras du sol», et n'a pas l'ambition d'être un modèle ; nous n'en développerons pas ici le fonctionnement, mais nous noterons simplement une pratique de la lenteur, caractéristique d'une vraie démocratie ; lenteur déjà notée en un autre pays, dans le propos de Nelson Mandela qui assistait, enfant, aux longues palabres des hommes de sa tribu ; lenteur qui permet des prises de décision avec l'expression libre de tous. Mais, comme il est dit par ailleurs : «La partie politico-militaire de l'EZLN n'est pas démocratique, puisque c'est une armée.»

Il n'empêche que nous sommes devant une expérience qui s'ouvre sur un des innombrables chemins à prendre vers l'avenir.

Et, tout en sachant que cet avenir est imprévisible, tant hérisse de menaces que gonflé d'espérances, Jérôme Baschet écrit quand même qu'il «est temps de rouvrir le futur». Un futur qu'il faudra, sans chemin tout tracé, construire à partir des formes sociales existantes et, dans le même temps, contre le système que nous refusons.

Étant entendu que l'augmentation de la productivité générale permettrait, accompagné d'une «révolution du temps», de se libérer notamment du travail pour... libérer du temps disponible pour vivre, il s'agira de contrer l'appétit excessif de la société marchande. Il s'agira d'éliminer «cette compulsion



mortifère de la production-pour-la-production-et-pour-le-profit».

Jérôme Baschet nous brosse alors un projet relativement kropotkinien, mais parfaitement réaliste, tout à fait envisageable, et qui nous plaît donc bien sans que l'on puisse ici le détailler de façon exhaustive.

Tout d'abord, il préconise la suppression, autant que possible, des métiers impraticables comme ceux de militaire et de policier – tout en pensant que ne disparaîtront pas conflits et infractions aux normes généralement acceptées, mais que ces problèmes devront se gérer de façon nouvelle – ; il propose pareillement de congédier les employés des banques et des assurances et autres acteurs financiers et aussi les publicitaires, de même que les ouvriers des arsenaux, et quelques autres encore ; par ailleurs, une agriculture écologique rendra inutiles les diverses industries chimiques pollueuses.

La société postcapitaliste imaginée par Jérôme Baschet, accompagnée d'une plus grande dé-spécialisation des activités, s'ouvrira alors à «toutes les ramifications de l'échange, à tous les embranchements des devenirs possibles».

Ainsi, parmi des options diverses et des modes d'organisations plurielles, car «la multiplicité des mondes suppose la multiplicité des chemins», il s'agira de construire une société postcapitaliste tout en «s'interrogeant» sans cesse et en estimant que le chemin se fera en marchant.

Mais, actuellement, nous nous trouvons devant un ennemi qui a engagé une nouvelle guerre de conquête contre tous ceux non encore assujettis à son emprise ; cet ennemi, c'est l'économie néocapitaliste qui n'a que faire d'une société du «bien vivre» et d'une éthique du collectif, solidaire et conviviale, lui préférant la compétition et l'esprit de domination. Cette guerre nouvelle a cependant fait surgir une résistance qui a pour projet de se libérer de la prétendue nature

égoïste de l'être humain et d'un individualisme étriqué ; ce dernier qui peine à comprendre que l'individu n'est rien sans la société de ses semblables.

Cependant, il note plus loin que «l'art des dominants consiste à faire en sorte qu'une fraction des dominés pense avoir intérêt au maintien du statu quo».

Ainsi de nombreux obstacles se dressent-ils devant ce projet de changer le monde. Pour autant, il n'est pas question de revenir aux anciennes manières, aux vieilles méthodes révolutionnaires qui ont montré tragiquement leur échec. Pour Jérôme Baschet, «il est clair que la classique stratégie de la Révolution, centrée sur la prise du pouvoir d'État, a fait long feu».

Plus loin, il écrit encore : «La théorie révolutionnaire classique est celle d'un Grand Soir dont le fait central serait la prise d'un quelconque Palais d'hiver.» Elle a fait son temps.

Nous écrivions, de plus, dans une autre chronique («Lesujetdel'histoire.com») que le prolétariat n'était plus la force de libération sur qui nous avons longtemps porté nos espoirs. Jérôme Baschet avance : «Aucun mode de production n'a été détruit par la classe exploitée : ni l'esclavage par les esclaves ni le féodalisme par les serfs ou autres dépendants. Le capitalisme ne peut pas davantage l'être par la classe ouvrière en tant que telle, quelle que soit l'importance de la lutte de tous les exploités, de tous les opprimés, dans un tel processus. Historiquement, ce sont toujours des forces extérieures à l'antagonisme de classe principal qui ont été décisives dans la transition d'un système à un autre.»

«Il s'agit, par tous les moyens et sous toutes les formes possibles, de créer ce que l'on appellera des «espaces libérés».» Dès lors, John Holloway, dans son Crack Capitalism, avait mis l'accent sur les «brèches» de la société.

S'il n'y a donc pas qu'un seul chemin à emprunter, si aucun itinéraire n'est tracé, il est cependant important d'avancer. Donc, allons ! À chacun sa route !

A.B.



Jeudi 27 mars

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

16:30 > 18:00 **Radio LAP.** Invité : Philippe Vasset, auteur de *Un livre blanc*, dans lequel il fait part de ses explorations périurbaines pour aller voir ce qui se passait dans les carrés blancs des cartes, et rendre compte d'une réalité non visible, allant des friches industrielles aux taudis, des bidonvilles aux marais urbains.

20:30 > 22:30 **Entre chiens et loups.** Hommage au grand guitariste flamenco Paco de Lucia récemment disparu, beaucoup de musique et pas trop de blablas !

Vendredi 28 mars

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres.** Musique Radian est un groupe inclassable autrichien. Inutile de tenter de qualifier leur musique, une seule chose est certaine, l'extraordinaire maîtrise du son dont ils sont capables.

Lundi 31 mars

11:00 > 13:00 **Lundi matin.**

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Céline Pessis, qui présentera son livre *Survivre et Vivre, critique de la science, naissance de l'écologie*, Sérgolène Aymé, participante à ce mouvement issu de 1968, et Hervé Nisic, qui parlera de son film sur l'un des fondateurs, Alexandre Grothendieck.

Mardi 1er avril

18:00 > 19:30. **Pas de quartiers...** L'équipe des journalistes d'investigation de Pas de quartiers nous livre quelques scoops en direct.

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Deux pièces de théâtre : *Partisans* (avec l'auteur, Régis Vlachos) programmée jusqu'au 15 juin à 21 h 30 au Lucernaire et *La Nuit des Piranhas* (avec l'un des acteurs) qui se jouera jusqu'à fin avril au Café de la gare.

Mercredi 2 avril

10:30 > 12:00 **Blues en liberté.**

18:30 > 20:30 **Femmes libres.**

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



AGENDA

Vendredi 28 mars

Marseille (13)

19 heures. Causerie, organisée par le groupe Germinal, de Philippe Pelletier sur les idées reçues sur l'anarchisme. Philippe Pelletier a récemment publié *L'Anarchisme, vent debout! Idées reçues sur le mouvement libertaire*, aux éditions Le Cavalier bleu. Venez nombreux à Mille Babords, 61, rue Consolat, 1^{er}, pour échanger et boire l'apéro qui suivra.

Châteauroux (36)

20h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane — le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Emotion et rire se fondent dans cette pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! À l'espace des Halles 2, place Monestier.

Vendredi 28 mars

Paris XI^e

19h30. Actualité de la répression des femmes séropositives en Grèce. Projection du documentaire *Ruines. Chronique d'une chasse aux sorcières séropositives*, réalisé par Zoe Mavroudi, 2013, VOST, 53 min. La projection sera suivie d'un débat. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 29 mars

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Maurice Rajsus autour de son livre *La Censure militaire et policière 1914-1918* (Éditions du Cherche-Midi). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Dimanche 30 mars

Montrouveau (41)

16h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane — le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Emotion et rire se fondent dans cette

pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! À la Ferme des Brenaudries

Vendredi 4 avril

Paris XI^e

19h30. Projection du film de la série *Blues* de Scorsese «*Fathers & Sons*», qui retrace la vie de Marshall Chess, fils et neveu des fondateurs du label Chess Records. Son enfance aux côtés de Howlin'Wolf et de Muddy Waters, puis son travail de manager auprès des Rolling Stones. Son influence déterminante dans un disque «maudit» *Electric Mud* qui associait musique psyché et blues. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dijon (21)

18h30. Projection du film *Visiblement, je vous aime* de J.-Michel Carré, suivi d'une réunion publique sur les lieux de vie alternatifs comme réponse à la psychiatrie classique, avec Claude Sigala (éducateur militant). Organisation: FA Dijon, les Voix sans maître, et l'Anarchist Black Cross Dijon. Maison des associations, 2, rue des Corroyeurs. Entrée libre.

Samedi 5 avril

Laon (02)

20h30. Réunion publique organisée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste sur le thème de la transition énergétique. Intervention de Jean-Pierre Tertrais, auteur de *Développement à la décroissance* (Éditions libertaires), suivie d'un débat. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Maison des associations, rue du Bourg. Ville haute (face à la mairie).

Marseille (13)

17 heures. *La Presse alternative* par Mimmo Pucciarelli. Actes du colloque «La presse alternative entre la culture de l'émancipation et les chemins de l'utopie». Centre international de recherches sur l'anarchisme. 50, rue Consolat. Entrée libre.

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat avec Droit au logement autour du documentaire *Les Découpés du xix^e*. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Limoges (87)

De 10 heures à midi et de 14 heures à 18 heures. Tribunal pacifiste pour juger les généraux de 14-18, avec des juristes de l'Internationale des résistants à la guerre, des pacifistes, des libres-penseurs de la Haute-Vienne, des libertaires limousins et des chercheurs du Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira-Limousin). Il s'agit d'une séance exceptionnelle de tribunal Russel (Bertrand Russel était objecteur en 14-18) et d'un hommage à l'humoriste Pierre Desproges (d'origine limousine). L'entrée est libre dans ce haut lieu des luttes anarcho-syndicalistes jusqu'en 1923. Maison du peuple, 24, rue Charles-Michels.

Trois journées autour des Diggers anglais

Saint-Jean-du-Gard (30)

Vendredi 28 mars

19 heures. Projection de *Winstanley* de Kevin Brownlow et Andrew Mollo, suivie d'un repas tiré du sac.

Samedi 29 mars

19 heures. Présentation de l'aventure des Diggers par trois diggers cévenols, suivie d'un repas austère, mais fraternel.

Dimanche 30 mars

13 heures. Repas communautaire dans le parc derrière l'aquarium de Saint-Jean-du-Gard (s'il ne pleut pas).

Ces présentations seront accompagnées d'une brochure fraîchement produite : *La forêt qui avance. Les Diggers : une lutte pour la terre et la justice*.

Les deux premières soirées auront lieu à la bibliothèque Infokiosque, 152, Grand-Rue.

AGENDA



FÉDÉRATION★ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

TOURNEE ANARCHO-ALPINE

